

**Matrice des commentaires sur le projet de loi n° 75-18
modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-73-255 du 27 chaoual 1393 (23 novembre 1973) formant règlement sur la pêche maritime**

Commentateur/Commentaire	Réponse du Département de la Pêche Maritime
<p>Nom : Association Intelligentsia Adresse : BP 11250, Fal Ould Oumeir, Agdal-Rabat</p> <p>Sur la forme : Article 5 : Le dahir n° 1-81-179 du 3 Joumada II 1401 (8 avril 1981) portant promulgation de la loi n° 1-81 instituant une zone économique exclusive de 200 miles marins au large des côtes marocaines, ayant été amendée en vertu du Dahir n° 1-20-03 du 11 rejeb 1441 (6 mars 2020) portant promulgation de la loi n° 38-17. En vertu de cet amendement, la loi n° 1-81 susvisée est intitulée désormais « Loi n°1-81 relative à la zone économique exclusive et au plateau continental du Royaume du Maroc ».</p>	<p>L'observation concernant la forme est retenue.</p>
<p>Sur le fond : Article 2-4 : En l'absence de réponse de l'autorité compétente dans le délai sus-indiqué, l'autorisation d'effectuer lesdites opérations demandées est supposée avoir été donnée. Partant du principe consacré par le dahir sur la pêche maritime d'interdiction de toute opération de transbordement et quand bien même le projet de loi tente d'encadrer ces opérations, il est insensé de prévoir une telle disposition, selon laquelle, le défaut de réponse de l'administration serait considéré comme étant une acceptation de la demande de transbordement. Les moyens de communication actuels permettent un contact permanent et instantané avec les bâtiments en mer. Une réponse devrait leur être communiquée en temps opportun. A cet effet, et au vu du caractère exceptionnel de cette autorisation de transbordement, le bénéficiaire doit transmettre à l'administration un rapport circonstancié et détaillé du cas de la force majeure et de la détresse justifiant cette opération de transbordement. Le projet de loi doit prévoir une définition des cas de force majeure et de détresse et un texte d'application détaillera les démarches et diligences de l'administration, préalablement à la délivrance de ladite autorisation de transbordement, pour constater le cas de détresse ou de force majeure.</p>	<p>Afin d'éviter tout abus de l'administration et de garantir au demandeur une réponse dans un délai fixe, et en vue de responsabiliser l'administration, celle-ci est dans l'obligation de répondre à ladite demande (autorisation ou refus de l'autorisation) dans un délai maximum de deux jours ouvrables.</p> <p>S'agissant de la définition de la force majeure, cette notion est définie dans les textes juridiques de droit commun.</p> <p>Pour ce qui est du texte d'application de l'article 2-4, il est à indiquer que les dispositions de cet article renvoient à des textes d'application relatifs aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formes et modalités selon lesquelles les opérations de transbordement doivent être autorisées ; - modalités selon lesquelles l'autorisation ou son refus est adressée au demandeur.
<p>Article 5-2 : Le projet de loi dispose qu'en l'absence de plan d'aménagement et</p>	<p>Il s'agit ici des mesures de gestion qui pourraient être prises dans le cadre</p>

<p>de gestion des pêcheries ou lorsque le plan applicable à la zone concernée ne prévoit pas de dispositions pour la pêche considérée, l'autorité compétente peut prendre toute mesure d'aménagement, de gestion et de conservation nécessaires (...). Il serait opportun d'assortir cette mesure qui semble être corrective et à caractère provisoire ou ponctue, par une obligation de la convertir en véritable plan d'aménagement à même d'assurer, de manière durable, la protection de l'espèce considérée.</p>	<p>de l'article 16 du dahir 1973 et de son décret d'application déjà publié. En outre ce décret habilite l'autorité compétente à mettre en place une ou plusieurs mesures de gestion pour gérer les espèces qui devront prévoir une réglementation différente en raison d'usages locaux ou de circonstances particulières.</p>
<p>Article 10-1 : La pêche maritime scientifique doit être autorisée, suite à la présentation d'un dossier scientifique pertinent et à forte valeur ajoutée pour le secteur de la pêche et la protection de la ressource, selon un canevas de cahier de charges à respecter. L'exercice de cette pêche doit obéir à un cahier de charges spécifique et donner lieu à la communication à l'autorité compétence, des livrables et rapports à fréquence régulière faisant état des recherches et des résultats obtenus. Les missions de recherches doivent inclure, obligatoirement, au moins deux chercheurs observateurs, embarqués le long de la période de recherche, dont un au moins de l'INRH et le ou les autre(s) relève(nt) d'instituts scientifiques nationaux compétents.</p>	<p>Il est indiqué que les conditions techniques et les modalités d'application de l'article 10-1 sont fixées par voie réglementaire.</p>
<p>Article 10-2 : Ne pas limiter exclusivement l'autorisation donnée aux agents de l'INRH à accéder aux captures étalées dans les halles aux poissons, les quais des ports et des sites de pêche et à bord des unités de pêche accostées ou bien au niveau des unités de transformation à terre, de communiquer les informations spécifiques exigées par l'INRH pour le suivi des plans d'aménagement et des activités de pêche et de mettre à leur disposition les échantillons nécessaires pour assurer convenablement la surveillance sanitaire et zoo-sanitaire de zones de production, à la seule condition de se satisfaire au programme de recherche scientifique de l'INRH approuvé et dans la limite de celui-ci. Cette mesure, telle qu'elle se présente dans le projet de loi, serait contraignante dans la pratique dans la mesure où ces agents seraient tenus de présenter au préalable ce programme aux opérateurs de la pêche maritime lors de toute opération. De plus, assurer un libre accès des agents de l'INRH permet le déroulement de leur mission dans des conditions réelles pour atteindre des résultats objectifs et non biaisés. Cette disposition serait également obsolète dans le cas où des circonstances ou faits imprévus se réalisent et qui nécessiteraient une intervention en urgence de l'INRH, sans pour autant être tributaire d'une quelconque modification ou</p>	<p>L'observation est retenue. (avis SGG)</p>

<p>changement du programme de recherche scientifique.</p>	
<p>Article 23- Il n'est pas mentionné si le « seuil de tolérance » prévu dans cet article serait fixé en vertu d'un texte réglementaire. En tout état de cause, il serait opportun de fixer, au niveau de la loi, un seuil minimum pour toutes les espèces. Cela permettra de disposer d'une base légale en dessus de laquelle ce seuil serait intolérable.</p>	<p>Le seuil de tolérance est prévu dans l'arrêté fixant la taille marchande minimale des espèces pêchées dans les eaux maritimes marocaines.</p>
<p>Article 36 : L'article prévoit une peine d'emprisonnement de trois (3) mois à un (1) an et d'une amende de 5000 à 1.000.000 de dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement à infliger aux armateurs et patrons des navires qui sont dépourvus de licence, trouvés en pêche dans la zone économique exclusive ou ont pêché dans cette zone ou ont débarqué des captures. <u>Les peines prévues doivent être appliquées simultanément et ne peuvent être dissociés</u>³. La gravité de cette infraction ne peut être corrigée par une amende pécuniaire seulement. Cet acte doit être réprimé lourdement pour une forte dissuasion, à même de répondre aux engagements pris par le Maroc en matière de lutte contre la pêche INN.</p>	<p>Les deux sanctions s'appliquent : soit une des deux soit les deux.</p>
<p>Article 45-bis : Il est prévu, en cas d'arrêt du système de positionnement et de localisation continue, le navire doit arrêter immédiatement son activité de pêche et regagner le port de débarquement. Cette disposition doit être complétée par l'obligation de fournir à l'autorité chargée de la pêche maritime un rapport détaillé précisant les causes de cet arrêt, l'état des captures pêchées, la position du navire, l'heure de cet arrêt, et toute information jugée pertinente par ladite autorité. Cet arrêt doit être signalé <u>immédiatement à l'autorité compétente</u></p>	<p>Les textes d'application concernant le VMS prévoient déjà une enquête contradictoire à effectuer par le Délégué ainsi que la communication des données VMS du navire. En outre, Le journal de pêche indique l'état des captures.</p>
<p>Nom : TALBI Nora:</p> <p>A titre de rappel, si la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Montego Bay 10 décembre 1982 signée et ratifiée par le Maroc encourage la recherche scientifique et la coopération entre les Etats, ces derniers restent entièrement souverains à en fixer les conditions. A ce niveau, le projet de loi n°75-18 modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-73-255 du 27 chaoual1393 (23 novembre 1973 formant règlement sur la pêche maritime nous interpelle sur plusieurs plans. Nous nous limitons aux points suivants :</p> <p>Article 10-1 : il s'agit en principe de « la pêche maritime à des fins</p>	<p>L'observation relative à l'intitulé « la pêche maritime à des fins</p>

scientifiques » au lieu de « la pêche maritime scientifique ». Le paragraphe « Elle peut être exercée par toute personne...étrangère » présente un risque énorme d'introduction d'organismes dans l'espace maritime marocain à travers des opérations expérimentales ou de recherche non contrôlées et non soumises à des garde-fous. Il est recommandé qu'un système adapté de contrôle et de vérification de compétence et de qualifications du demandeur soit établi en bonne et due forme. L'Etat riverain reste souverain pour octroyer ou non les autorisations aux étrangers lesquelles autorisations pourraient être accordées à titre exceptionnel et seraient l'occasion, dans un cadre de partenariat, d'impliquer des compétences scientifiques marocaines. L'implication des chercheurs marocains doit être une condition sine qua non de l'octroi exceptionnel de cette autorisation d'accès à l'espace maritime marocain à des fins scientifiques. L'autorité habilitée à l'octroi de l'autorisation doit agir en concertation avec toutes les parties prenantes (Administration de tutelle et administrations concernées par la recherche scientifique et le milieu marin, université, société civile, etc.). Les résultats de ces recherches sont à communiquer, en principe, aux instances nationales compétentes (commission multipartite, par exemple). En fait, il ne s'agit nullement d'une autorisation systématique. Il y a lieu d'ajouter un autre garde-fou relatif à l'exercice de la recherche scientifique exclusivement par le bénéficiaire de l'autorisation lui-même. Il ne peut nullement céder ou sous-traiter sous aucune forme l'accès à cette recherche scientifique dans l'espace maritime marocain

scientifiques » est retenue

Toute forme de pêche scientifique en milieu marin doit être assujetti à une autorisation délivrée par l'autorité compétente suite à un avis favorable de l'INRH et/ou autres instances (MR/...etc).

En outre, il est indiqué que les conditions techniques et les modalités d'application de l'article 10-1 sont fixées par voie réglementaire.

Nom :FALAH Bachir Adresse :B.P. N° : 154 KENITRA

Article 5 : Cet article est composé de 1709 mots, il est trop long. Il peut être scindé en plusieurs articles courts et clairs. D'ailleurs, la pêche de loisir c'est à dire la pêche exercée à des fins récréatives et non commerciales mérite un texte à part qui cible un large public et non les professionnels de la pêche. Le projet d'article veut soumettre la pêche de loisir utilisant un navire au paiement d'une licence de pêche. Or, il s'agit d'une pêche sportive dont les captures sont interdites à la vente. Pourquoi payer une licence de pêche, il faut au contraire encourager cette activité

L'article 5 prévoit les conditions d'exercice de la pêche de loisir effectuée au moyen d'un navire ou sans navire.

En outre, le projet de loi renvoie à des textes d'application notamment les conditions techniques et modalités déterminant les règles particulières pour la capture des espèces halieutiques, les modalités de déclaration de captures (quotas de pêche).

Concernant la soumission de la pêche de loisir utilisant un navire, au paiement de la licence de pêche, il est à signaler que l'article 2 du règlement sur la pêche maritime prévoit que l'exercice de droit de pêche est subordonné à l'obtention d'une licence de

sportive à condition de contrôler que les prises ne sont pas vendues et la soumettre, le cas échéant, à des quotas à ne pas dépasser. Pour la pêche à pied ou à la nage à partir du rivage, quelle est l'utilité d'obliger les personnes à s'inscrire préalablement sur un registre dont on ne voit pas l'utilité sinon créer des infractions pour le paiement d'amendes en cas de non inscription et assimiler ainsi la pêche de loisir à la pêche commerciale.

La pêche de loisir doit rester libre, c'est une activité récréative. Bien sûr, les règles minimales de conservation et de protection des espèces et de la biodiversité doivent être respectées comme l'interdiction de pêcher les espèces immatures, le respect des zones et des périodes d'interdiction de pêche, le non utilisation d'engins de pêche destructeurs. Ces règles doivent s'appliquer à la pêche de loisir avec ou sans navire. De même certaines espèces, en raison des mesures de protection internationales et nationales qui leur sont applicables, peuvent être soumises à autorisation (le thon, l'espadon...). S'agissant d'une activité récréative, une approche éducative est à intégrer dans le texte en indiquant que l'Administration est tenue d'organiser, auprès des pêcheurs amateurs/consommateurs, des campagnes de sensibilisation sur la protection et la préservation du patrimoine halieutique (procédés de pêche, taille des poissons...)

pêche et que les conditions de sa délivrance et de son renouvellement ainsi que le montant de sa taxe sont fixées par décret.

La tenue du registre permet à l'administration de disposer des données scientifiques et statistiques concernant les personnes qui s'adonnent à la pêche à pied ou à la nage à partir du rivage (cette information est demandée par la FAO dont le Maroc est Partie)

Concernant les campagnes de sensibilisation dans le cadre des missions dévolues au Département de la pêche maritime, il est à indiquer que celui-ci effectue des campagnes de vulgarisation et de sensibilisation en la matière.

Nom :FALAH Bachir Adresse : B.P. - N° : 154 - KENITRA

Pêche à des fins scientifiques (articles 10-1 et 10-2) : Le milieu marin est très sensible et recèle des richesses biologiques et non biologiques qui constituent un patrimoine d'un intérêt hautement stratégique pour les Etats côtiers. La Convention de 1982 sur le droit de la mer, ratifiée par le Royaume du Maroc consacre un chapitre à ce sujet. 1- Un texte national doit se référer à la convention de 1982 sur le sujet, le principe de la primauté du droit international ayant été consacré par la Constitution de 2011; 2-la Convention de 1982 ainsi que notre législation nationale différencie les espaces maritimes : mer territoriale

Concernant la Convention de 1982 sur le droit de la mer, il est indiqué que les dispositions requises de cette convention sont prévues dans le dahir de 1973 notamment l'article 2.

Toute forme de pêche scientifique en milieu marin doit être assujetti à une

<p>et zone économique exclusive. le texte à proposer doit être explicite sur son champ d'application et préciser s'il s'applique uniformément dans les deux espaces; 3- La recherche scientifique en mer appliquée à la pêche et l'aquaculture ne peut pas être autorisée pour toute personne physique ou morale marocaine ou étrangère comme l'indique le projet. La personne doit justifier de ses qualifications et compétences dans le domaine. Elle doit prendre les mesures nécessaires garantissant que son intervention n'affecte pas le milieu ni l'écosystème marin, et ne permet pas l'introduction de substances ou organismes ou êtres vivants pouvant l'impacter ni des ouvrages ou appareils permanents permettant la transmission de données. 4-S'agissant d'espaces maritimes (mer territoriale, zone économique exclusive, plateau continental...) ayant des statuts juridiques particuliers, les projets de recherche scientifique impliquant des étrangers doivent être soumis à l'avis de plusieurs départements ministériels tels l'environnement, la défense nationale, la pêche maritime et l'autorisation finale est à délivrer par le Ministère des Affaires Etrangères eu égard à la question de souveraineté sur les espaces comme indiqué précédemment.</p>	<p>autorisation délivrée par l'autorité compétente suite à un avis favorable de l'INRH et/ou autres instances (MR/...etc).</p> <p>En outre, il est à indiquer que les conditions techniques et les modalités d'application de l'article 10-1 sont fixées par voie réglementaire.</p>
<p>Nom : Agence Nationale pour le Développement de l'Aquaculture Adresse : Immeuble les Patios, 4ème étage, Avenue Annakhil, Rabat L'ANDA propose d'ajouter les mentions suivantes au niveau de l'article 5-2L'administration peut établir des plans d'aménagement et de gestion des pêcheries, après avis de l'INRH, Les plans d'aménagement et de gestion des pêcheries tiennent compte, notamment des facteurs socio-économiques, des droits de pêche dûment autorisés exercés dans la pêcherie concernée et des plans régionaux d'aménagement et de gestion aquacoles.</p>	<p>L'article 6 du décret n° 2-18-722 relatif aux plans d'aménagement et de gestion des pêcheries pris pour l'application de l'article 5-2 de la loi formant règlement de la pêche maritime précise que les plans d'aménagements peuvent prévoir les espaces dans lesquels les établissements de pêche peuvent être créés ou exclus</p>
<p>Au niveau de l'article 23: La mise en élevage d'organismes marins nécessite la pêche, la capture, le ramassage ou la récolte d'organismes sauvages dans leur milieu afin d'être utilisés comme géniteurs ou bien pour les besoins de pré-grossissement, de grossissement ou d'engraissement. L'ANDA propose d'ajouter un article réservé aux fermes aquacoles au niveau de l'article 23. « Article 23-1 – Sur autorisation préalable de l'administration, les fermes aquacoles peuvent, pour les besoins de constitution de stock de géniteurs, de pré-grossissement, de grossissement ou d'engraissement, faire pêcher, ramasser, détenir, entreposer, transporter ou acheter des espèces marines n'ayant pas atteint la taille marchande fixée. »</p>	<p>Etant donné que deux textes législatifs (projet de loi modifiant et complétant le dahir portant loi n°1-73-255 formant règlement sur la pêche maritime et le projet de loi relative à l'aquaculture marine) sont dans le circuit d'approbation, cette question sera examinée au niveau du SGG.</p>

Les dispositions de l'article 10-1 ont pour objectif de préciser la pêche maritime scientifique. Toutefois, les dispositions de cet article font mention de l'aquaculture comme étant une pêche maritime. L'intégration de l'aquaculture dans cet article donne lieu à une grande ambiguïté qui trouve son fondement dans l'éloignement entre l'activité de la pêche et celle de l'aquaculture sur tous les plans tant juridique, technique et socio-économique. Il est à repreciser que le projet de la loi 59-19 relative à l'aquaculture marine, qui est en cours d'étude et d'examen par les services du Secrétariat Général du Gouvernement, prévoit un régime spécifique pour l'exercice de l'aquaculture marine scientifique dont les dispositions ont inspiré la rédaction du présent article 10-1. En vue de lever toute forme de confusion pouvant découler de l'application des deux projets de lois autorisant la même activité à savoir, l'aquaculture marine scientifique, L'ANDA propose de modifier l'article 10-1 comme suit: ... L'article 10-1 : «La pêche maritime scientifique a pour objet : L'étude de tout produit halieutique dans son milieu ; L'expérimentation de tout procédé de pêche ou de production halieutique ~~ou aquacole~~; La recherche destinée à évaluer et à suivre l'état des ressources halieutiques et le fonctionnement de l'écosystème marin ; La recherche visant la préservation des ressources halieutiques et la lutte contre les nuisances pouvant déséquilibrer le milieu marin. ~~La recherche visant la promotion et le développement de l'aquaculture marine~~ ; Elle peut être exercée par toute personne physique oule reste sans modification ... ».

ste Sahara fishing invest

ste North africa general services

Nom : mohamed housni el maskoune / Adresse...

Nom: ELMASKOUNE HOUSNI/Adresse: 139 rue medelbequal gueliz marrakech

Concernant les sanctions, Il faut procéder de la même manière dans le règlement du 23 novembre 1973 et NE augmenter le taux des amendes énoncées dans les articles 33-1, 36 et 38 pour les aligner sur le maxima prévu dans d'autres articles sans les classer par degré de gravité ou fixer des critères à prendre en compte par l'administration pour s'approcher du minimum ou du maximum prévu⁹.

Concernant l'article 10-1 au sujet de l'autorisation de l'aquaculture à des fins scientifiques, cette question est en cours de discussion au SGG lors de l'examen du projet de loi relative à l'aquaculture marine.

L'augmentation pour l'alignement des montants des amendes réduira sans aucun doute les récidives des infractions et favorisera la protection de la ressource halieutique, de même elle induira un effet dissuasif et préventif.

Le degré de gravité est diffus devant la multitude de critères relatifs à la protection de la ressource ; ceci engendre une multitude de cas. Ce n'est qu'au cas par cas que la gravité peut être effectivement et efficacement située.

En plus, lors de multiples réunions, les professionnels ont insisté sur l'obligation d'amender l'article 33-1 qui d'après leur avis, l'article en vigueur n'est pas suffisant pour dissuader les contrevenants à terre. En effet, les professionnels ont demandé à maintes reprises à ce que l'Administration applique le principe d'égalité entre bateau et usine en ce

	<p>qui concerne, les sanctions et l'immobilisation.</p> <p>Ils ont de même décrié, en ce qui concerne l'article 36 en vigueur, le fait que la sanction soit aussi dérisoire pour la pêche sans licence dans la ZEE ou pour débarquement sans licence.</p>
<p>Les zones insalubres doivent être publiées au BO et sur le site web du ministère de la pêche maritime. A défaut de cette diffusion, les personnes ne peuvent être verbalisées.</p>	<p>Concernant les zones insalubres, il est à signaler qu'un arrêté fixant la liste des zones maritimes de production conchylicole est déjà publié au B.O</p>
<p>Arrêt du système de localisation géographique par satellite: Il est demandé de maintenir les dispositions actuelles qui permettent au navire de continuer à pêcher jusqu'au retour au port de débarquement et de faire une enquête pour déterminer l'origine du non fonctionnement</p>	<p>Les dispositions actuelles qui permettent de continuer à pêcher jusqu'au retour au port de débarquement encouragent la fraude par certains capitaines ou patrons de navires qui procèdent à l'arrêt volontaire des dispositifs. Ces navires peuvent donc pêcher dans des zones interdites, vu qu'ils ne sont plus détectés par l'outil de contrôle VMS, et leur pêche par ce recours illicite peut être importante et rentable comparativement à l'amende encourue.</p> <p>C'est une suite aux multiples requêtes émanant des professionnels lors des réunions.</p>
<p>Article 41 : les armateurs NE DOIVENT PAS être responsables du paiement des amendes et des condamnations civiles à raison des faits des capitaines et patrons et équipages. Cordialement¹¹</p>	<p>L'article 41 est déjà prévu dans la loi et n'a pas été amendé dans ce projet</p>
<p>Nom : <u>walidelouhabi</u> / Adresse : nador ana lasto mowafi9 3ala hada al 9anon</p>	
<p>Nom : Hamza nadim/ Adresse : Sonaba secteur s n20</p> <p>Hamza Nadim, membre de l'Association des amoureux de la mer pour la pêche sous-marine et la préservation de l'environnement, ville d'Agadir. Pour le projet de loi ci-dessus, je refuse Disposé aux articles 33 et 38¹², et Je suggère de le changer et merci</p>	<p>Tout refus d'amendement ou de dispositions réglementaires doit être accompagné de justifications logiques et concrètes. Le fait de ne pas sanctionner des infractions, ou de sanctionner par des montants dérisoires, ne fera qu'augmenter le risque de récidive et par conséquent engendrer un impact dévastateur sur la ressource halieutique.</p>
<p>Nom : Cap Peche / Adresse : 234, QI Hay Essalam Dakhla Nom : BenisPeche/ Adresse : 234, QI HayEssalam Dakhla Nom : AMAIPP Association Marocaine des Armateurs</p>	

Industrie Le Secrétaire Général Omar Akouri / Adresse : 3 av Alminaa Dakhla
Nom : FPMA FEDERATION DE PECHE MARITIME ET AQUACULTURE / Adresse : 3 AV AHMED BALAFREJ SOUSSI RABAT
Nom : Othman Belhoucine / Adresse :
Nom : FPMA Fédération de la pêche Maritime et de l'Aquaculture Le Président Omar Akouri / Adresse : 3 AV AHMED BALAFREJ SOUSSI RABAT

I- Sanctions:
 Pour la pêche commerciale, le projet augmente le taux des amendes énoncées dans les articles 33-1, 36 et 38 pour les aligner sur le maxima prévu dans d'autres articles (c'est à dire entre 5000 et 1000.000 de dirhams) sans les classer par degré de gravité ou fixer des critères à prendre en compte par l'administration¹³ pour s'approcher du minimum ou du maximum prévu.

- Cet alignement est en contradiction avec la structure même du texte qui a classé des infractions dans différents articles avec des taux variables. Sinon quel est l'intérêt de prévoir les mêmes sanctions dans des articles différents.
 L'état d'esprit des fondateurs du règlement de 1973 de classer les infractions en fonction de leur gravité est à maintenir et les taux ne doivent pas être les mêmes pour toutes les infractions.
- La loi sur le mareyage, par exemple, a classé les infractions en trois catégories différentes avec des taux correspondants (de 5000 à 50 000 dhs, puis de 100.000 à 300.000 et enfin de 300.000 à 500 000).
 Il est demandé de procéder de la même manière dans le règlement du 23 novembre 1973.
- D'autre part, les taux prévus sont très élevés par rapport à ceux fixés dans le Titre I de la loi n°15-12 sur la pêche INN relatif à la prévention et la lutte contre la pêche INN qui a fixé ces taux entre 10.000 et 100.000 dhs alors qu'il s'agit d'infractions graves puisqu'elles portent sur la pêche illicite.
- Les prérogatives données à l'administration sont très larges voire discrétionnaires sans prise en compte d'aucun critère comme la récidive, la durée de l'infraction, les quantités, l'espèce, la période d'interdiction de pêche

L'augmentation pour l'alignement des montants des amendes réduira sans aucun doute les récidives des infractions et favorisera la protection de la ressource halieutique, de même elle induira un effet dissuasif et préventif.

Le degré de gravité est diffus devant la multitude de critères relatifs à la protection de la ressource ; ceci engendre une multitude de cas. Ce n'est qu'au cas par cas que la gravité peut être effectivement et efficacement située.

En plus, lors de multiples réunions, les professionnels ont insisté sur l'obligation d'amender l'article 33-1 qui d'après leur avis, l'article en vigueur n'est pas suffisant pour dissuader les contrevenants à terre. En effet, les professionnels ont demandé à maintes reprises à ce que l'Administration applique le principe d'égalité entre bateau et usine en ce qui concerne, les sanctions et l'immobilisation.

Ils ont de même décrié, en ce qui concerne l'article 36 en vigueur, le fait que la sanction soit aussi dérisoire pour la pêche sans licence dans la ZEE ou pour débarquement sans licence.

<p>ou non,.....</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ces prérogatives ne permettent pas de recours à l'instar de l'administration fiscale par exemple ou douanière pour permettre à la personne de présenter ses arguments et d'expliquer la situation. • S'agissant d'infractions commerciales, les peines d'emprisonnement doivent être réservées aux cas graves (récidive, espèces protégées...). 	
<p>II. l'interdiction de pêche dans les zones classées insalubres: Sur le principe, une telle interdiction semble normale, toutefois, ces zones et leur délimitation doivent être portées à la connaissance du public comme il est le cas pour les autres zones objet d'interdictions permanentes (ports, concessions,...) dans l'article 6). Les zones insalubres doivent être publiées au BO et sur le site web du ministère de la pêche maritime. A défaut de cette diffusion, les personnes ne peuvent être verbalisées.–</p>	<p>Concernant les zones insalubres, il est à signaler qu'un arrêté fixant la liste des zones maritimes de production conchylicole est déjà publié au B.O</p>
<p>III. Les PV d'infraction : Le projet doit contenir des dispositions qui permettent à la personne objet d'un PV de verbalisation de disposer d'une copie du PV.</p>	<p>Copie du PV envisageable</p>
<p>IV. Arrêt du système de localisation géographique par satellite : Le paragraphe introduit au niveau de l'article 45 bis et qui oblige le navire en cas d'arrêt du système à arrêter toute activité de pêche et à retourner au port de débarquement n'est pas équitable ni acceptable. Il est demandé de maintenir les dispositions actuelles qui permettent au navire de continuer à pêcher jusqu'au retour au port de débarquement et de faire une enquête pour déterminer l'origine du non fonctionnement. Il est injuste de punir l'armateur et l'équipage soit que l'arrêt n'est pas du à une faute humaine soit qu'une personne à bord l'ait détérioré.</p>	<p>Au contraire c'est équitable, car les patrons qui pêchent tout en respectant les zones réglementées, se disent lésés en voyant d'autres navires pêcher en zones interdites et non sanctionnés car leur DPL est en arrêt et cet arrêt volontaire est difficilement mis en évidence. C'est une suite aux multiples requêtes émanant de professionnels lors des réunions Les dispositions actuelles qui permettent de continuer à pêcher jusqu'au retour au port de débarquement encouragent la fraude par certains capitaines ou patrons de navires qui procèdent à l'arrêt volontaire des dispositifs. Ces navires peuvent donc pêcher dans des zones interdites, vu qu'ils ne sont plus détectés par l'outil de contrôle VMS, et leur pêche par ce recours illicite peut être importante et rentable comparativement à l'amende encourue.</p>
<p>Les sanctions contre le ou les auteur(s) de ces infractions sont très sévères (article 35 du règlement qui cumule des peines d'emprisonnement et des mandes allant jusqu'à un million de dhs à des sanctions disciplinaires graves à l'encontre des équipages)</p>	<p>L'article 35 existe déjà dans la loi en vigueur et n'a pas été amendé dans ce projet</p>

<p>V. Pêche de loisir: Ce type de pêche à but récréatif est à traiter dans un texte à part ou un chapitre à part. Les règles applicables à la pêche commerciale doivent être facilement accessibles aux concernés dans un texte dédié.</p>	<p>L'article 5 prévoit les conditions d'exercice de la pêche de loisir effectuée au moyen d'un navire ou sans navire. En outre, le projet de loi renvoie à des textes d'application notamment les conditions et modalités déterminant les règles particulières pour la capture des espèces halieutiques, les modalités de déclaration de captures.</p>
<p>VI. Rejets en mer/prises accessoires: Les rejets en mer peuvent être opérés également pour éviter un accident en mer ou en cas de détresse (allègement du navire,....). Les prises accessoires sont la conséquence inévitable d'une activité qui repose sur la capture d'espèces vivant dans un milieu opaque comprenant de nombreuses espèces de tailles différentes difficiles à cibler surtout lorsqu'on utilise des engins comme le chalut. La sanction ne semble pas le moyen le plus efficace pour réduire les rejets en mer et les prises accessoires. Le rejet en mer soit pour éviter la sanction soit par manque d'intérêt commercial de certaines prises ou leur taille ne permet pas de connaître la vraie ponction effectuée puisque certaines espèces sont déjà mortes ou abimées. C'est une question complexe qui doit être abordée dans le cadre de la concertation impliquant la recherche scientifique, les professionnels et l'administration pour définir sur une base réaliste les moyens de réduire le phénomène et éviter que quiconque y compris les équipages en tirent un quelconque bénéfice. Par conséquent, les dispositions projetées sur le sujet sont à différer jusqu'à engagement et aboutissement de la concertation indiquée ci-dessus.</p>	<p>L'article 10-3 introduit la nécessité de gérer la problématique des rejets, pour des raisons commerciales ou réglementaires. Un texte réglementaire précisera les modalités de sa mise en œuvre en concertation avec la profession. Donc il n'est pas justifié de différer l'introduction de dispositions concernant les rejets.</p>
<p>VII. Pêche à des fins scientifiques : Cette pêche ne peut pas être permise à toute personne physique ou morale marocaine ou étrangère. Le milieu marin et les espèces halieutiques sont très sensibles et les activités de recherche doivent être menées par des spécialistes dûment reconnus. Un cahier des charges est à prévoir pour indiquer les obligations qui doivent leur incomber pour ne pas porter atteinte au patrimoine halieutique national (pas d'ouvrage en mer, pas de forage, pas d'introduction d'organismes ou substances....). Le droit international de la mer cadre cette activité, les dispositions internationales en la matière sont à respecter conformément à la Constitution qui leur accorde la primauté.</p>	<p>Toute forme de pêche scientifique en milieu marin doit être assujetti à une autorisation délivrée par l'autorité compétente suite à un avis favorable de l'INRH et/ou autres instances (MR/...etc). En outre, il est à indiquer que les conditions techniques et les modalités d'application de l'article 10-1 sont fixées par voie réglementaire.</p>

<p>l'objet des programmes de recherches de l'INRH est à communiquer aux armateurs de la pêche commerciale suffisamment à l'avance pour l'organisation de l'accueil de chercheurs ou observateurs à bord; Cet accueil est assuré au vu de la disponibilité des espaces et ne peut impacter la durée de la campagne de pêche.</p>	<p>Les professionnels prennent part au conseil d'administration de l'INRH qui approuve le programme de recherche de cet institut.</p>
<p>VIII. Responsabilisation du personnel à bord des navires de pêche: L'article 41 du règlement sur la pêche maritime rend les armateurs civilement responsables du paiement des amendes et des condamnations civiles à raison des faits des capitaines et patrons et équipages. Cette disposition est à abroger car les capitaines et patrons sont les maîtres à bord et jouissent d'un statut à bord qui leur permet d'organiser et superviser pleinement tout ce qui se passe à bord de leur navire. D'autre part, cette disposition qui a toujours existé dans le règlement du 23 novembre 1973 n'a pas été dissuasive et n'agit pas sur le comportement des concernés.</p>	<p>L'article 41 existe déjà dans la loi et n'a pas été amendé dans ce projet</p>
<p>IX. Pour un texte unifié et accessible: Les modifications objet du projet de loi s'ajoutent aux modifications successives du règlement de 1973 et rendent le texte difficile d'accès à l'ensemble des concernés. Or, les règles applicables à l'exercice de la pêche maritime sont à diffuser auprès de toute personne impliquée dans la pêche maritime (pêcheurs, mareyeurs, exportateurs, ...) ou faisant appel à ce dispositif (avocats, magistrats,...). Rassembler l'ensemble des règles dans un seul texte, ordonné et chronologique serait une contribution à la prévention et à la lutte contre la pêche INN au moyen de la diffusion de l'information juridique.</p>	<p>L'Administration est en cours d'établir un projet de Code de la pêche maritime</p>
<p>Nom : ste sahara fishinginvest / Adresse : immboubaker avlasarga dakhla Armateur de pêche (sardinier) Responsabilisation du personnel à bord des navires de pêche: L'article 41 du règlement sur la pêche maritime rend les armateurs civilement responsables du paiement des amendes et des condamnations civiles à raison des faits des capitaines et patrons et équipages. Cette disposition est à abroger car les capitaines et patrons sont les maîtres à bord et jouissent d'un statut à bord qui leur permet d'organiser et superviser pleinement tout ce qui se passe à bord de leur navire</p>	<p>L'article 41 existe déjà dans la loi et n'a pas été amendé dans ce projet</p>
<p>Nom : ste north africa general services /Adresse : avlasargaimm</p>	

<p>boubaker dakhla Armateur de pêche (Sardinier) Les PV d'infraction: Le projet doit contenir des dispositions qui permettent à la personne objet d'un PV de verbalisation de disposer d'une copie du PV. L'armateur ne peut être responsable des erreurs du patron de pêche.</p>	<p>Une copie du PV est envisageable</p>
<p>Nom : Hamza / Adresse : Calle batán ne 5 Granada española</p> <p>Je ne suis pas d'accord avec les nouvelles lois sur la pêche car il me semble très injuste qu'ils vont infliger une amende à une personne pour avoir attrapé un poisson qui n'atteint pas la taille d'une amende de 5000 à 100000 dh en tenant compte du fait que cette personne ne le fait pas. C'est un professionnel de la pêche et il ne capturera sûrement rien pendant longtemps car la pêche pour lui est un sport très injuste et au cas où il serait dans l'intention d'endommager le fond marin compte tenu des massacres que font les bateaux de pêche professionnels qui pêchent quotidiennement des tonnes de pêche sans avoir le choix. et pour eux il n'y a personne qui les contrôle ??? Par contre, s'il est possible qu'il y ait une licence de pêche sous-marine qui ne soit pas sportive qui soit professionnelle avec le droit de vente et avec votre sécurité sociale.</p>	<p>Il faut bien que cette infraction soit sanctionnée</p> <p>La pêche des juvéniles affecte directement la pérennité des ressources halieutiques. Les petites sanctions sont perçues comme une impunité. L'Administration met en avant le caractère dissuasif et préventif de la sanction, qu'elle soit commise par un navire, un établissement à terre ou par une personne physique.</p>
<p>Nom : SALAH EDDINE</p> <p>Pour pratiquer la pêche de loisir en mer surtout sans bateau et à pied, nul ne doit avoir une autorisation pour le faire il s'agit plutôt de mettre en place des règles à respecter sous peine de sanctions. merci de penser à la simplification plutôt qu'à la complication</p>	<p>La pêche de loisir est pratiquée en mer (avec navire) ou à partir du rivage (c à d à pied). Ces espaces maritimes concentrent des espèces halieutiques sensibles et une pression de pêche est exercée sur ces espèces par les types de pêche (loisir et commerciale). L'administration doit déterminer les conditions et modalités de pêche de ces espèces que ce soit par la pêche commerciale ou de loisir.</p>
<p>Association AMALIPP et la fédération FPMA</p> <p>Commentaires par articles du projet de loi n° 75-18 modifiant et complétant le règlement sur la pêche maritime tel que modifié et complété.</p> <p>Article 2-2 : Le projet modifie le paragraphe 4 de l'article 2-2 en vigueur comme suit :</p> <p>4) Déclarer ou faire déclarer par le capitaine ou le patron du navire selon les</p>	<p>La déclaration de tout transbordement doit être effectuée dans la ZEE et également au-delà de la ZEE.</p>

<p>modalités fixées par voie réglementaire, tout transbordement effectué ; en supprimant la référence de l'article 2-4 du règlement.</p> <p>Cette référence est à maintenir car l'article 2-4 interdit, sauf en cas de force majeure ou de détresse, toute opération de transbordement des captures dans la zone économique exclusive et n'autorise une telle opération que dans les ports marocains après autorisation de l'administration.</p> <p>Les deux articles (2-2 et 2-4) doivent rester liés et en cohérence.</p> <p>La rédaction proposée laisse supposer que d'autres opérations que celles autorisées peuvent avoir lieu.</p>	
<p>Article 2-4 : l'article 2-4 en vigueur porte sur le transbordement des captures impliquant un navire marocain dans la zone économique exclusive du Maroc. Or, lesdites dispositions proposées pour le compléter concernent les navires marocains autorisés à opérer au-delà de cette zone.</p> <p>Donc, ces dispositions ne trouvent pas leur place dans l'article 2-4.</p> <p>Telles qu'elles sont insérées, elles portent confusion.</p> <p>Il est à indiquer que l'activité des navires de pêche marocains opérant au-delà de la zone économique exclusive est régie actuellement par les articles 2-1 et 2-2.</p> <p>Cette opération spatiale entre les situations des navires opérant dans la zone économique exclusive et celles des navires opérant au-delà trouve son explication dans le statut juridique des espaces maritimes tel que régi par la convention de 1982 sur le droit de la mer et par les responsabilités du Maroc selon qu'il agit en tant qu'Etat du pavillon ou Etat du port ayant établi une zone économique exclusive.</p>	<p>Les dispositions de l'article 2-4 prévoient essentiellement les mesures relatives à tout transbordement dans le ZEE mais également au-delà de la ZEE.</p>
<p>Article 5-2 : Cet article concerne les plans d'aménagement des pêcheries.</p> <p>La nouvelle rédaction ajoute un paragraphe rédigé comme suit : « En l'absence de plan d'aménagement et de gestion des pêcheries ou lorsque le plan applicable à la zone concernée ne prévoit pas de dispositions particulières pour la pêche considérée, l'autorité compétente peut prendre toute mesure d'aménagement, de gestion et de conservation nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 16 ci-dessus ».</p> <p>A ce propos, il est remarqué que le paragraphe habilite l'administration (en l'absence de plans d'aménagement) à prendre toute mesure « pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 16 » et non « conformément à l'article 16 ».</p> <p>Cette rédaction ne permet pas de savoir s'il s'agit de se conformer à cet article en</p>	<p>Il s'agit ici des mesures de gestion qui pourraient être prises dans le cadre de l'article 16 du dahir 1973 et de son décret d'application en vigueur n° 2-18-722 relatif aux plans d'aménagement et de gestion des pêcheries. En outre ce décret habilite l'autorité compétente à mettre en place une ou plusieurs mesures de gestion pour gérer les espèces qui devront prévoir une réglementation différente en raison d'usages locaux ou de circonstances particulières.</p>

<p>adoptant un décret contenant les mesures d'aménagement, de gestion et de conservation jugées nécessaires ou s'il s'agit d'une habilitation directe pour mettre en œuvre de telles mesures sans passer par un décret.</p> <p>D'autre part, les dispositions de l'article 16 sont claires, elles prévoient la réglementation par décret des pêches maritimes non prévues par le règlement du 23 novembre 1973 ou celles qui devront recevoir une réglementation différente en raison d'usages locaux ou de circonstances particulières ainsi que la réglementation de certains engins de pêche.</p> <p>Par conséquent, le renvoi à cet article 16 n'est pas opportun à moins d'en modifier les dispositions.</p> <p>Ceci confirme la saturation du règlement de 1973 tel qu'il est en vigueur car les tentatives de son extension le rendent confus et complexe.</p>	
<p>Article 6 : L'ajout proposé a pour objet de compléter les interdictions spatiales permanentes de pêche (dans les ports/concessions ...) par celle pratiquée dans les zones classées insalubres de point de vue sanitaire conformément à la législation en vigueur.</p> <p>Or, cette disposition a omis de préciser que ce classement d'insalubrité doit être porté au public, à l'instar des autres interdictions permanentes existantes qui sont diffusées soit par publication au BO, affichage ou signalisation en mer.</p> <p>Donc, il faut compléter la disposition proposée par « délimitées par arrêté publié au BO et portées à la connaissance du public par voie affichage ». En effet, les pêcheurs de commerce ou de loisir ou les ramasseurs de produits halieutiques doivent être informés.</p>	<p>Il existe un arrêté dans ce sens.</p>
<p>Article 9 : les dispositions de cet article sont importantes et il est opportun de les maintenir comme suit : La pêche des poissons de mer est libre en tout temps, de jour et de nuit, dans les conditions fixées au présent dahir.</p>	<p>En vue de garantir la préservation et la régénération des stocks, Le décret n° 2-18-722 relatif aux plans d'aménagement et de gestion des pêcheries prévoit des mesures d'aménagement et de gestion des pêcheries notamment la détermination des périodes où la pêche peut être autorisée ou interdite.</p>
<p>Article 10-1 : Cet article est consacré à la recherche scientifique menée par des personnes physiques ou morales marocaines ou étrangères autres que l'INRH.</p> <p>A ce sujet, l'attention est attirée sur l'importance de cette question qui demeure liée aux droits des Etats sur les espaces maritimes et les ressources biologiques et à laquelle la Convention de 1982 consacre le chapitre XIII.</p>	<p>La convention de 1982 prévoit que les Etats membres doivent coopérer dans la mesure de leur capacité en vue de favoriser activement le</p>

<p>Il est remarqué que l'article 10-1 définit parmi les domaines de la pêche à des fins scientifiques « l'expérimentation de tout procédé de pêche ou de production halieutique ou aquacole ». Or, l'expérimentation de « tout procédé » notamment de production halieutique ou aquacole comporte un risque d'utilisation ou d'introduction dans le milieu marin de matériaux, organismes ou substances dont les impacts peuvent être dévastateurs.</p> <p>De même, l'expression « la recherche visant la présentation des ressources halieutiques et la lutte contre les nuisances pouvant déséquilibrer le milieu marin » est trop généraliste ».</p> <p>Cet article indique également que la recherche scientifique peut être exercée par toute personne physique ou morale de nationalité marocaine ou étrangère.</p> <p>Cependant, la personne autorisée doit être qualifiée dans le domaine de la recherche scientifique et justifier de ses qualifications et compétences scientifiques dûment attestées par les autorités compétentes au niveau national et par l'Etat dont elle est ressortissante s'il s'agit de personne étrangère.</p> <p>Par ailleurs, et compte tenu de l'importance de la recherche scientifique liée à la recherche maritime surtout lorsqu'elle est exercée par des étrangers, il est nécessaire de rappeler les principes généraux régissant la conduite de la recherche à des fins scientifiques tels qu'énumérés dans le chapitre XIII de la Convention de 1982 ratifiée par le Maroc.</p> <p>Il y a lieu d'indiquer généralement que le bénéficiaire de l'autorisation de recherche à des fins scientifiques demeure propriétaire des droits liés au déroulement et aux résultats de ses recherches mais il est tenu de transmettre copie desdits résultats, pour information, à l'INRH.</p>	<p>développement et le transfert des sciences et techniques de la mer et également la préservation du milieu marin</p> <p>A cet égard, le projet de loi définit que toute forme de pêche scientifique en milieu marin doit être assujetti à une autorisation délivrée par l'autorité compétente suite à un avis favorable de l'INRH et/ou autres instances (MR/...etc).</p> <p>En outre, il est à indiquer que les conditions techniques et les modalités d'application de l'article 10-1 sont fixées par voie réglementaire.</p>
<p>Article 10-2 : Consacré aux facilitations et contributions apportées à l'INRH par les opérateurs de la pêche.</p> <p>Concernant le programme de recherche, il doit être communiqué aux opérateurs.</p> <p>Comme la loi n° 48-95 portant création de l'INRH prévoit dans article 8 que les programmes de recherches scientifiques entrant dans le cadre des missions imparties à l'INRH sont préparés par un comité scientifique dont elle énumère la composition, il est demandé d'adjoindre des représentants de la profession au sein de ce comité à l'instar de représentants de l'administration.</p> <p>L'embarquement de chercheurs ou observateurs doit être préparé et organisé à l'avance au vu du programme de recherches communiqué à la profession par</p>	<p>Les professionnels prennent part au conseil d'administration de l'INRH qui approuve le programme de recherche de cet institut.</p>

<p>l'INRH en tenant compte des capacités d'accueil et d'habitabilité à bord des navires de pêche</p>	
<p>Article 10-3 : Cet article introduit une définition des rejets en mer et indique que les captures sont remises dans le milieu marin pour des raisons réglementaires ou commerciales.</p> <p>A ce sujet, il y a lieu de compléter les motifs de rejet par celui de détresse ou difficultés liées à la navigation en mer qui nécessitent quelquefois l'allègement du navire ou l'abandon de prises.</p> <p>La question des rejets en mer et des prises accessoires est complexe. Elle doit être abordée dans le cadre de la concertation impliquant la recherche scientifique, les professionnels et l'administration pour définir – sur une base réaliste – les moyens de réduire le phénomène et éviter que quiconque, y compris les équipages, en tire un quelconque bénéfice.</p> <p>En effet, les prises accessoires sont la conséquence inévitable d'une activité qui repose sur la capture d'espèces vivantes dans un milieu opaque comprenant de nombreuses espèces de tailles différentes difficiles à cibler surtout lorsqu'on utilise des engins comme le chalut.</p> <p>La sanction ne semble pas le moyen le plus efficace pour réduire les rejets en mer et les prises accessoires. Le rejet en mer soit pour éviter la sanction soit par manque d'intérêt commercial de certaines prises ou leur taille ne permet pas de connaître la vraie ponction effectuée puisque certaines espèces sont déjà mortes ou abimées.</p> <p>C'est une question complexe qui doit être abordée dans le cadre de concertation impliquant la recherche scientifique, les professionnels et l'administration pour définir sur une base réaliste les moyens de réduire le phénomène et éviter que quiconque y compris les équipages en tirent un quelconque bénéfice.</p> <p>Par conséquent, les dispositions projetées sur le sujet (définition et sanctions) sont à différer jusqu'à engagement et aboutissement de la concertation indiquée ci-dessus.</p>	<p>L'article 10-3 introduit la nécessité de gérer la problématique des rejets, pour des raisons commerciales ou réglementaires. Un texte réglementaire précisera les modalités de sa mise en œuvre en concertation avec la profession. Donc il n'est pas justifié de différer l'introduction de dispositions concernant les rejets.</p>
<p>Article 33 : Cet article maintient la possibilité de cumule de peines d'emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 5.000 à 1.000.000,00 de dirhams ou de l'une de ces deux peines pour réprimer les infractions y exposées sans les classer par degré de gravité et ajoute de nouvelles infractions.</p>	<p>Le degré de gravité est diffus devant la multitude de critères relatifs à la protection de la ressource ; ceci engendre une multitude de cas. Ce n'est qu'au cas par cas que la gravité peut être effectivement et efficacement</p>

<p>Parmi les infractions ajoutées, il est prévu dans les paragraphes suivants :</p>	<p>située.</p>
<p>« 15° Quiconque transporte ou fait transporter ou commercialise ou tente de commercialiser tout produit halieutique issu d'une pêche INN qui n'est pas couvert par les justificatifs de la réception et/ou transactions commerciales ». Or, par définition le produit halieutique issu d'une pêche INN ne peut ni ne doit être couvert par des justificatifs.</p>	<p>Tout produit qui n'est pas accompagné de justificatifs est considéré INN. Par conséquent, il doit être sanctionné dans tout lieu de détention.</p>
<p>17° Compte tenu de l'importance des sanctions pouvant comprendre des peines d'emprisonnement et/ou des amendes allant de 5.000 à 1.000.000,00 de dirhams, et pour éviter toute interprétation, les données ou informations à transmettre à l'administration doivent être prévues par la loi ou ses textes d'application.</p>	<p>Les données ou informations à transmettre à l'administration sont déjà prévues par le dahir de 1973 et les modalités d'application y afférentes sont fixées par voie réglementaire.</p>
<p>18° Ce paragraphe fait référence à un certificat de conformité qui n'est pas prévu par le règlement du 23 novembre 1973. Ce certificat est en effet prévu par le décret n° 2-09-674 du 7 mars 2010 fixant les conditions et les modalités d'installation et d'utilisation à bord des navires de pêche d'un système de positionnement et de localisation continue utilisant les communications par satellite pour la transmission des données. Ce décret prévoit une sanction administrative à l'encontre de tout navire non muni de ce certificat en lui interdisant de prendre la mer (ne peut disposer des papiers de bord). Dans ce cas, pourquoi cumuler les sanctions pour un même fait. Ce paragraphe 18 est à supprimer d'autant plus que le paragraphe suivant n° 19° sanctionne le capitaine ou l'armateur d'un navire de pêche qui ne se conforme pas aux dispositions de l'article 45 bis relatif à l'installation du système de localisation en état de fonctionnement.</p>	<p>Ce certificat de conformité est défini dans un texte d'application. Il est donc tout à fait normal que la sanction pour exercice de la pêche sans ce certificat soit prévue dans le texte de loi concerné.</p> <p>Il n'y a pas de cumul de sanction. Un navire qui pêche sans certificat de conformité n'a pas respecté l'obligation de ne pas prendre la mer pour pêcher.</p> <p>La sanction prévue dans le paragraphe 19 ne concerne pas le certificat de conformité, mais plutôt l'activité de pêche avec arrêt du système.</p>
<p>20° : Quiconque exporte ou tente d'exporter un produit halieutique qui n'est pas couvert d'un certificat des captures conformes. Cette infraction relative à la commercialisation des produits de la pêche n'est pas dans le champ d'application du règlement du 23 novembre 1973 sur l'exercice de la pêche maritime mais dans celui du TITRE I de la loi n° 15-12 relative à la prévention et la lutte contre la pêche INN dont l'article 24 affirme que les produits halieutiques issus des captures réalisées par des navires de pêche battant pavillon marocain sont accompagnés lors de leur exportation du certificat de capture.</p>	<p>Au contraire, c'est parfaitement dans le champ d'application du dahir de 1973 vu les dispositions de son article 4.2 (interdiction de commercialisation de toute espèce marine pêchée non couverte par la déclaration des captures, sachant que le certificat de captures justifie que le produit provient de capture déclarées) et aussi les dispositions de son article 4-4 relatives à la traçabilité et au certificat de captures.</p>

<p>Article 33-1 : Cet article relève le taux des amendes fixées actuellement pour les infractions y prévues entre 5000 à 50000 dhs à un taux maximum de 1.000.000,00 dirhams.</p> <p>Ce pouvoir discrétionnaire donné à l'administration n'est accompagné ni critères ni de voies de recours.</p> <p>Les taux actuellement en vigueur sont à maintenir.</p>	<p>Les amendes concernent aussi la voie judiciaire. La sanction actuelle est dérisoire devant celles appliquées pour les autres infractions.</p>
<p>Article 38 : Cet article relève le taux des amendes fixées actuellement entre 120 et 1200 dirhams à un taux situé entre 5000 et 1.000.000,00 dirhams pour toutes autres infractions au présent dahir et aux textes pris pour son application.</p> <p>Ce relèvement soulève la même remarque que pour les articles précédents car ce pouvoir discrétionnaire donné à l'administration n'est pas cadré par des critères objectifs garantissant la proportionnalité de l'amende fixée à la gravité de l'infraction ou son impact.</p> <p>De plus aucun recours n'est prévu.</p>	<p>La sanction actuelle est très dérisoire devant celles appliquées pour les autres infractions.</p> <p>Il n'y a aucun pouvoir discrétionnaire : tout cas est traité selon sa gravité.</p> <p>Les critères objectifs cités dans les commentaires ne peuvent être arrêtés qu'au cas par cas lors de l'évaluation de la gravité du cas</p>
<p>Article 45 bis : Cet article remplace les dispositions en vigueur qui permettent à un navire dont le dispositif ou le système de positionnement s'est arrêté de poursuivre son activité jusqu'au remplacement ou la réparation du système défaillant au retour du navire au port.</p> <p>Les nouvelles dispositions obligent, en cas d'arrêt du système, le navire à arrêter immédiatement son activité de pêche et regagner le port de débarquement.</p> <p>Cette disposition n'est pas opportune car le système peut s'arrêter de manière imprévisible sans que l'équipage ait intervenu de quelque manière que ce soit sur le dispositif.</p> <p>C'est la raison pour laquelle, l'article 35 en vigueur prévoit une sanction (d'emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 5.000 à 1.000.000,00 de dhs ou de l'une de ces deux peines seulement) contre quiconque « aura déplacé, déconnecté, détruit, endommagé ou rendu inopérant le système de positionnement et de localisation continue.... Et il est procédé à une enquête contradictoire pour l'établissement de cette infraction.</p> <p>En plus de ces sanctions ce même article 35, prévoit que l'administration peut décider à titre de mesure disciplinaire, le débarquement immédiat de tout membre de l'équipage impliqué dans l'un des actes mentionnés et s'il s'agit du capitaine ou d'un officier, l'interdiction de commander ou d'exercer des fonctions d'officier pour une durée allant jusqu'à 3 mois peut lui être infligée.</p>	<p>Les patrons qui pêchent tout en respectant les zones réglementées, se disent lésés en voyant d'autres navires pêcher en zones interdites et non sanctionnés car leur DPL est en arrêt et cet arrêt volontaire est difficilement mis en évidence.</p> <p>C'est une suite aux multiples requêtes émanant de professionnels lors des réunions</p> <p>Les dispositions actuelles qui permettent de continuer à pêcher jusqu'au retour au port de débarquement encouragent la fraude par certains capitaines ou patrons de navires qui procèdent à l'arrêt volontaire des dispositifs. Ces navires peuvent donc pêcher dans des zones interdites, vu qu'ils ne sont plus détectés par l'outil de contrôle VMS, et leur pêche par ce recours illicite peut être importante et rentable comparativement à l'amende encourue.</p> <p>La sanction disciplinaire du capitaine n'est pas suffisante, car le navire est concerné par cet acte de pêche INN (conformément aux règles nationales et internationales). Autrement, un navire ayant pêché sans VMS</p>

<p>Ces sanctions sont suffisantes car elles sont particulièrement sévères et pénalisantes et sanctionnent l'auteur de l'infraction en cas de preuve d'actes de détérioration</p>	<p>fonctionnel peut embarquer un nouvel officier sans subir de sanction.</p>
<p>Article 47 : Il est complété par un paragraphe mentionnant que le modèle du procès-verbal constatant les infractions est fixé par voie réglementaire. Il est opportun d'ajouter un paragraphe qui indique qu'une copie du PV est mise au contrevenant.</p>	<p>Une copie du PV est envisageable</p>
<p>Article 48 et 48-1 : Ces articles ont pour objet d'ajouter une sanction administrative économique en prévoyant la « suspension, pour la personne physique ou morale concernée par l'infraction, de tout acte administratif prévu dans le chapitre III du dahir 1-14-95 du 12 rejab 1435 (12mai 2014) portant promulgation de la loi n° 15-12 sur la preuve de la légalité des captures à l'importation et à l'exportation des produits halieutiques. Cette suspension est maintenue jusqu'à acquittement de l'amende forfaitaire de composition ou de jugement définitif prononcé par le tribunal saisi ». D'une part, il faut sanctionner l'auteur de l'infraction et non « toute personne concernée par l'infraction ». D'autre part, la suspension ne peut porter sur tout acte administratif prévu par le chapitre III de la loi n° 15-12 car l'auteur de l'infraction peut être un exportateur opérant pour plusieurs opérateurs et la suspension totale serait pénalisante pour des personnes n'ayant commis aucune infraction, d'autant plus que les produits de la pêche sont périssables. Une telle mesure ne peut porter que sur le lot objet de l'infraction.</p>	<p>Un exportateur est responsable de son acte, et la loi ne peut considérer pour cet acte l'impact que la sanction aurait sur les autres opérateurs dont cet exportateur est client : il existe des procédures et règlements régissant les relations commerciales entre opérateurs.</p> <p>Lors de multiples réunions, les professionnels ont insisté sur l'obligation d'amender l'article 33-1 qui à leur sens n'est pas suffisant pour dissuader les contrevenants à terre. En effet, ils ont demandé à maintes reprises à ce que l'Administration applique le principe d'égalité entre bateau et établissement à terre et exportateurs en ce qui concerne les sanctions et l'immobilisation, et c'est la raison pour laquelle l'article 48 et l'article 48-1 ont été complétés, en respectant le principe d'immobilisation que ce soit « navire ou établissement à terre ou exportateur »</p>
<p>Autres remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet maintient les dispositions de l'article 41 du règlement du 23 novembre 1973, or celles-ci ne s'inscrivent pas dans une démarche de responsabilisation des pêcheurs et ne permettent d'agir sur leur comportement en rendant l'armateur solidaire des amendes ou réparations civiles prononcées à l'encontre des capitaines et patrons des navires. Ces dispositions sont à abroger. - Le projet fait référence aux dahirs de promulgation des lois alors que la référence doit viser la loi promulguée par le dahir. - Le texte proposé se caractérise par des rédactions longues des articles cumulées à l'ajout d'articles intercalaires entre des articles existants. <p>Avec les réformes successives du règlement du 23 novembre 1973 et surtout</p>	<p>L'article 41 existe déjà dans la loi et n'a pas été amendé dans ce projet</p> <p>L'Administration est en cours d'établir un projet de Code de la pêche maritime</p>

celles introduites par la loi n° 15-12 comprenant un titre I qui ne fait pas partie intégrante du règlement de 19973 mais qui est intimement lié à ce règlement, il devient urgent de remplacer cet arsenal par un texte unique, unifié et accessible.

**Ministère de l’Energie, des Mines et de l’Environnement –
Département de l’environnement**

Remarques d’ordre général :

Il est suggéré de prévoir dans le projet de loi des dispositions ayant trait à la protection des écosystèmes marins et des ressources marines car cet aspect n’a pas été traité dans ledit projet de loi sachant que le secteur de la pêche maritime est considéré, comme il a été souligné dans la note de présentation du projet de loi, comme étant un levier stratégique de développement durable et ce, afin d’assurer une productivité pérenne des pêcheries et une résilience des écosystèmes marins tout en améliorant la subsistance des communautés côtières et le maintien de la biodiversité marine.

Remarques spécifiques :

1- Dans le 3^{ème} paragraphe de la note de présentation, il est préférable de remplacer « le projet de loi détermine les modalités relatives à : ... » par « le projet de loi a prévu des renvois réglementaires pour la fixation des modalités relatives à ... »

En deuxième lieu, la note de présentation a omis de mentionner parmi les autres autorisations qui ont été citées, l’autorisation de transbordement qui est une nouveauté importante dans le projet de loi (Article premier : article 2-4).

Article 2 (Article 10-3) : Cet article concerne seulement les prises des espèces marines qui sont remises dans le milieu marin après leurs captures soit pour des raisons réglementaires soit pour des raisons commerciales qu’elles soient vivantes, abîmées ou mortes.

Néanmoins, les espèces abîmées ou mortes qui sont réintroduites dans le milieu marin risquent de le détériorer surtout si elles sont en nombre important ce qui est souvent le cas.

Par conséquent, nous suggérons de prendre en compte dans cet article l’aspect environnemental en plus des raisons réglementaires ou commerciales comme l’a précisé l’article 10-3 de l’article 2 du projet de loi et de prévoir des sanctions en cas de rejets illicites desdites espèces dans le milieu marin.

Il est à noter que toutes les dispositions du règlement sur la pêche maritime visent la préservation des ressources et la protection de l’écosystème marin (la détermination de la taille marchande pour éviter la pêche des juvéniles, l’interdiction de l’emploi des engins détériorant le milieu marin comme le chalut de fond, ...).

Il est à signaler que la note de présentation ne reflète que les principales dispositions prévues dans ledit projet de loi.

En outre, l’autorisation de transbordement existe déjà dans le règlement des pêches maritimes en vigueur.

Le projet de loi prévoit uniquement le principe des rejets en général. Par contre les conditions techniques et les modalités d’application seront fixées par voie réglementaire.

En outre, l'article 10-3 de l'Article 2 du projet de loi n'a pas été assez explicite puisque son 1^{er} alinéa s'est contenté simplement de donner une définition des rejets en mer. Et, le 2^{ème} alinéa a renvoyé à un texte réglementaire les conditions techniques et les modalités relatives à la gestion ou l'interdiction de ces rejets.

A cet effet, nous proposons de déplacer le 1^{er} alinéa de cet article au niveau des définitions du projet de loi puis, il serait souhaitable de reformuler cet article en posant de façon claire et précise, le principe de l'obligation de ne pas rejeter les espèces précitées en mer et non pas le prévoir par un texte réglementaire d'autant plus que le 3^{ème} point de l'article 35-2 a prévu des sanctions à l'encontre des contrevenants enfreignant cette obligation.

Article premier (article 5) : Ajouter au point C de cet article ce qui suit :
« Respecter la législation et la réglementation en vigueur en matière maritime et environnementale y compris les conventions internationales ou régionales auxquelles le Royaume du Maroc est partie. »

Lorsqu'on mentionne « Respecter la législation et la réglementation en vigueur en matière maritime », il est bien entendu que l'expression maritime comprend plusieurs volets y compris le volet environnemental, social, économique, ...).

مصنوفة

تتضمن أجوبة عن التعاليق المتعلقة بمشروع القانون رقم 75.18 يقضي بتغيير وتتميم الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.73.255 الصادر في 27 شوال 1393 (23 نونبر 1973) المتعلق بتنظيم الصيد البحري.

أجوبة قطاع الصيد البحري	صاحب التعليق / التعليق
<p>- بعد نشر مشروع القانون في بوابة الأمانة العامة للحكومة، توصل قطاع الصيد البحري بالعديد من الملاحظات وقد تمت دراستها، وأي ملاحظة مهمة ذات صلة بمشروع القانون ستؤخذ بعين الاعتبار.</p>	<p>الاسم : أحمد الزكراكي / العنوان : حي السلام مجموعة ج زنقة 8 رقم 56 القصر الكبير تحية طيبة وبعد، أعتقد أنه كان من الأولى فتح نقاش حول القانون المتعلق بالصيد البحري، وقياس الأثر المحتمل له من خلال إشراك الجمعيات في تنزيل وصياغة المسودة خاصة فيما يتعلق ببنود الصيد الترفيهي. فتغيب مثل هذه المقاربة يلغي فاعلية هذا القانون وينسف من الأساس مادامت نجاعتها - أي القوانين - تقاس بمدى قابليتها للإجراءات من جهة، وخدمتها للمواطن (الصيد والمجال (البحر) الذي استهدفته، مما سيضعنا حتما على المسار الصحيح لبناء دولة الحق والقانون الذي خطه جلالة الملك محمد السادس نصره الله. وعليه، واعتبارا للإسهام الإيجابي الذي تضطلع به جمعيات الصيد الترفيهي في التأطير والتوعية بقيمة الثروة البحرية وأهمية الحفاظ على بيئتها، فإننا نلتزم منكم إتاحة الفرصة لمزيد من النقاش حول هذا القانون بغرض تجويده وإخراجه في صيغة تحظى بإجماع ورضا جل الشركاء والمعنيين، على أمل أن يتم تدارك هذا التغيب مستقبلا رئيس جمعية محبي البحر للصيد الرياضي تحت الماء بالقصر الكبير .</p>
	<p>الاسم : الاتحاد المغربي لجمعيات الصيد الرياضي تحت الماء والمحافظة على البيئة الاسم : Hicham erraissouni / العنوان : Ibn khaldoun n 13</p>

الاسم : أيوب المحمودي / العنوان : البرانس القديمة طنجة
الاسم : محمد فاضل الدهدوه / العنوان : شارع ابن الأبار رقم 43 طنجة
الاسم : Yasser / العنوان : Temara
الاسم : elmtiwimohamed / العنوان : Av harounraachid
الاسم : jnanemohamed / العنوان : Av harounraachid
الاسم : collenMarouan / العنوان : Av mohamadia
الاسم : elhalhouliMourad / العنوان : Av Hassan 2
الاسم : AmgharAbdelhafid / العنوان : Kesarsghirhafsanjra Tanger
الاسم : elaarfaouiIbrahim / العنوان : Av Hilal Ahmar
الاسم : علالي عبد العظيم / العنوان : Tanger
الاسم : AjanifYounes / العنوان : Tanger Brans 2
الاسم : MohamedNhari / العنوان : Appt. N 3 rue 17 sanya ben
kadour Tanger
الاسم : العمراني الحسني أسامة / العنوان : شارع مولاي رشيد.تجزنة الفرحة
زنقة 1رقم 17 قال فلوري طنجة
الاسم : نورالدين زيدان / العنوان : الامام الشافعي رقم 16
الاسم : Boutaieb / العنوان : Tanger boukhakef
الاسم : HAMMOUDA MOHAMED / العنوان : Tanger
الاسم : عبدالكريم الغريطي / العنوان : تجزنة الدولة زنقة 15 رقم 14 طنجة
الاسم : Touilmohammed / العنوان : Branssnarjs n 82
الاسم : الرامي محمد / العنوان : المجمع الحسني طارق 2 رقم 93 طنجة
الاسم : BenaliHicham / العنوان : حي السعادة 1 زنقة 2 رقم 1
الاسم : البناي الحراق محمد / العنوان : إقامة الكوثر مدخل ك بوزنيقة
الاسم : Mohammed amine temsamaniKhtout / العنوان : Lallachafia
rue 5 n 2 Tanger
الاسم : AmtourAbdelhamid / العنوان : Hay Bouhssaine rue 22 n 9
Tanger
الاسم : BahimAbdrrahim / العنوان : Tanger rue Azrou 177
الاسم : menguitAtae / العنوان : Tanger hay lala chafia rue 5 n 32

الاسم : الدو لحسن / العنوان : حي المجد الزنقة7 رقم 08 طنجة
الاسم : عادل بن حمو / العنوان : حي ايبور زنقة عجمان رقم 60
الاسم : بنسودة ايوب / العنوان : عين حياتي دردب 2
الاسم : المنيصر محمد / العنوان : طنجة حي مسناة المجمع السكني
الاسم : Ayoub / العنوان : Dradeb Tanger
الاسم : Karim / العنوان : شارع محمد الخامس، 1 زنقة اليوسفية رقم 38 طنجة
الاسم : نجيب المتقي / العنوان : الحي الحاج المختار زنقة 91 رقم دار 5 طنجة
الاسم : Anas hadj allalmarrakchi / العنوان : Rue Dr. faraj 42 tanger
الاسم : Abdelhak Chabou / العنوان : Tanger Mabruka rue 13 N 3
الاسم : Redouan El yaakoubi / العنوان : Lala chafia rue 1 N5 tanger
الاسم : أحمد السعدي / العنوان : زنقة مولاي الحسن 137 رقم 7 مرشان طنجة
الاسم : Otman / العنوان : Ibn zohr 12h
الاسم : Mohamed Saïdraysoli / العنوان : Sidi deristanger
الاسم : Faicalftouhmansouri / العنوان : Tanger
الاسم : محمد البشير أولاد بنزهرة / العنوان : حي الزهراء زنقة 29 رقم 24 طنجة
الاسم : Mohamed rian / العنوان : fnideq ilot E17 numero 2 darna Aliance

مذكرة توجيهية

كما جاء في مذكرة تقديم مشروع الصيد البحري عن وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية وسعيها منها إلى مواكبة التطورات التي يشهدها مجال الصيد البحري، ومراعاة على هذا القطاع ليكون رافعة من الرافعات الإستراتيجية للتنمية المستدامة، وبغية تعزيز نظام مراقبة سفن الصيد البحري، ومحاربة الصيد غير القانوني وغير المصرح به ؛ نثمن نحن " اتحاد المغرب لجمعيات الصيد الرياضي تحت الماء والمحافظة على البيئة " ما جاء في مذكرة تقديم مشروع القانون المتعلق بتنظيم الصيد البحري مع بعض التحفظات التي نصلها في ما يلي:

أهمية هينات الصيد الترفيهي وأدوارها:

اسمحوا لنا في البداية أن نحيطكم علما بالدور الكبير الذي تضطلع به جمعيات المجتمع المدني، كما هو غير خاف عليكم في تنمية وإنعاش الاقتصاد الوطني وذلك عبر الأنشطة الرياضية والترفيهية الرسمية التي تنظم على المستوى المحلي والوطني والدولي كالمسابقات التي يدأب على المشاركة فيها أبطال عالميون، فقد بدأت هذه الرياضة تعرف إقبالا كبيرا من طرف المجتمع المغربي نساء ورجالا، والتي أصبحت تلعب دورا كبيرا ومهما في تشجيع السياحة في المناطق الساحلية.
ونحن نثمن خطوة وزارة الصيد البحري في تقنين هذا الصيد الترفيهي ومحاربة الصيد غير القانوني وغير المرخص. ونذكر بأننا في الاتحاد المغربي للصيد الرياضي تحت الماء نقوم بتأطير وتكوين ممارسي هذا الصيد الترفيهي وتكوين أبطال على المستوى الدولي، والتعريف بالشواطئ المغربية كما تلعب جمعياتنا

دورا كبيرا في انتشار النفايات من قاع البحر ومخلفات الصيد البحري بما فيها الشباك العالقة أو ما يعرف بشباك الشبح. وهذا ما مكن جمعيات منضوية في الاتحاد من الحصول على ثلاث جوائز "لالة حسناء للساحل المستدام" في مبادرات لحماية البيئة البحرية.

بالإضافة إلى ذلك التعاون مع "المعهد الوطني للبحث في الصيد البحري" لرصد قناديل البحر والكائنات البحرية النافقة وإرسال المعلومات إليه بالإضافة إلى العضوية في اللجنة الوطنية للتدبير المندمج للساحل بالمغرب، وتنفيذ العديد من المبادرات التي لقيت صدى كبيرا على المستوى الوطني والدولي في حماية البيئة البحرية.

وتقوم كل جمعيات الصيد الرياضي بأيام تحسيسية حول "أهمية احترام الراحة البيولوجية للأسماك" بشراكة مع تعاونيات الصيد البحري والتي تعطي نتائج إيجابية وذلك بإشراك ممتهمي الصيد البحري في هذه المبادرات وكذا حماية السلاحف والدلافين وأسماك القمر.

وإيماننا بأهمية المجال البيئي البحري، وضرورة المحافظة عليه، فإننا نسطر دائما برامج واعدة تربط بين ما هو تحسيسي، يهتم بمختلف شرائح المجتمع، وما هو عملي ميداني، وما هو نظري علمي من أجل تأطير هذا الصيد الرياضي والترفيهي.

مطالب الاتحاد المغربي للصيد تحت الماء والمحافظة على البيئة:

وانطلاقا مما سبق ومن خلال تجربتنا منذ السبعينات ومن خلال نموذج المقارنة وتعاوننا مع الفدرالية الدولية للصيد الرياضي نرى نحن "الاتحاد المغربي للصيد الرياضي تحت الماء والمحافظة على البيئة" أن نساهم في النقاش وطرح اقتراحات بغية إيجاد نص قانوني منظم ومن أجل صياغة مشتركة لقانون نموذجي يحد من المشاكل المعوقة ووضعها بعناية للتوصل إلى حلول تكون مقبولة لدى كل الأطراف الوطنية المعنية.

ونعرب لكم عن أسفنا الشديد حيال بعض البنود التي جاءت في فقرات وفصول هذا القانون التي من شأنها أن تعيق الحق في ممارسة هذا الصيد الترفيهي الذي يلعب دورا مهما في النهوض بالسياحة، كما نأسف لإقصائنا وعدم إشراكنا كفاعلين في هذا القطاع لإبداء مقترحاتنا بشأن هذا المشروع المهم في ما يخص: الصيد الترفيهي انطلاقا من الشاطئ أو بالسفينة.

الملاحظات المقترحة من طرف الاتحاد المغربي للصيد تحت الماء بخصوص الفصل 05 من مشروع تغيير وتتميم الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.73.255 المتعلق بتنظيم الصيد البحري حسب الترتيب الأرقام المشار إليها:

- 1- يراد بمصطلح "الصيد الترفيهي" حسب مدلول هذا القانون، نشاط الصيد الترفيهي أو جمع الأصناف البحرية الممارسة بواسطة سفينة أو بدونها بهدف التسلية ودون الحصول على الربح ويشمل الصيد بواسطة الصنارة أو وقوفا على الأرجل أو بالصيد تحت الماء؛
- 2- يمكن أن يمارس الصيد الترفيهي بواسطة سفينة أو بدونها في كل فصول السنة حصريا بين طلوع الشمس وغروبها؛
- 3- عندما يتعلق الصيد الترفيهي على متن سفينة يجب أن توسم عينات الأسماك المصطادة فور

يجب الإشارة إلى:

- أن الصيد الترفيهي بدون سفينة يشمل الصيد بواسطة الصنارة أو وقوفا على الأرجل أو الصيد تحت الماء؛

- أنه من أجل المحافظة على التنوع البيولوجي والأنظمة الإيكولوجية البحرية، والاستغلال المستدام والمعقلن للمخزون البحري، وتدبير المصايد، فإن المرسوم رقم 2.18.722 المتعلق بمخططات تهيئة وتدبير المصايد ينص على عدة إجراءات تهدف إلى المحافظة على الثروات البحرية وذلك من خلال تقنين الفترات التي يمنع فيها الصيد حسب الأصناف و مناطق الصيد المرخص أو الممنوع فيها الصيد حسب الحالة، إلى إلخ.

- يجب أن يشمل وسم عينات الأصناف المصطادة في إطار الصيد الترفيهي نشاط الصيد الممارس بواسطة سفينة أو بدونها من أجل منع أي ممارسة غير قانونية.
- ينص الفصل الخامس من مشروع هذا القانون على شروط ممارسة الصيد الترفيهي الذي يتم بواسطة سفينة أو بدونها.
- يشير مشروع القانون إلى نصوص تطبيقية تحدد الشروط التقنية والكيفيات المتعلقة، لا سيما، بالتصريح بالمصطادات وعدد أو كمية الأصناف التي سيتم اصطيادها والأصناف الممنوعة من الصيد وفترات الصيد وغيرها وعند إعداد هذه النصوص التطبيقية، سيتم الأخذ بعين الاعتبار بكل ملاحظة مهمة في هذا المجال .

- من أجل المحافظة على الموارد البحرية وفي إطار التسيير الرشيد والعقلاني وللحصول على إحصائيات موثوقة وتتبع فعال، من الضروري إصدار تراخيص الصيد مع تحديد منطقة الصيد.

اصطيادها وذلك بقص جزء من ذيلها والتصريح بها قبل تفرغها ويجب ألا يعيق الوسم التي تم وضعه من التحقق من حجمها؛
4- يخضع الصيد الترفيهي للأحكام المطبقة على الصيد التجاري فيما يتعلق بالحد الأدنى لحجم الأصناف المصطادة المرخص بصيدها؛
- يمكن لممارس الصيد الترفيهي أن يصطاد نفس الأصناف المرخص بصيدها على الصيد التجاري ويحدد بعضها فيما يلي:
أ - يمنع صيد أكثر من سمكة الهامور " الميرو " في اليوم لكل ممارس و ألا يقل حجمها عن 35 سنتمتر كما يجب احترام الراحة البيولوجية الخاصة بها؛
ب - يمنع صيد إناث سرطان وجراد البحر الحوامل أو العمل على صيدها أو شرائها أو بيعها.
- يُسمح فقط باستخدام 2 مسدسات الصيد الذي يعمل بالطاقة اليدوية أو ميكانيكية بالنسبة للصيد تحت الماء:
- يمنع الاحتفاظ بالبندقية محملة خارج الماء؛
- يمنع استخدام أدوات الالتقاط برأس متفجر كهربائي أو إلكتروني، بالإضافة إلى المصابيح الكهربائية باستثناء المصابيح اليدوية؛
- يمنع استعمال محركات وسائل التنقل تحت مائية ذات محرك إلا إذا كان بترخيص في حالات خاصة " يستثنى من ذلك أجهزة التنقل فوق سطح البحر؛
- يمنع ممارسة الصيد الترفيهي بالغوص بمعدات التنفس تحت الماء سواء على متن السفينة أو انطلاقاً من الشاطئ؛
- رخصة الصيد تحت الماء تاذن لحاملها بالصيد البحري الترفيهي من البر أو من القارب. مدة صلاحيتها سنة، قابلة للتجديد؛
- رخصة الصيد الترفيهي تحت الماء تكون صالحة لجميع سواحل مدن المملكة ولا يجب أن يشوش على ممارسة باقي أنشطة الصيد؛
- يمنع على ممارس هواية الصيد الاقتراب من موانئ الصيد أو الموانئ الترفيهية أو العسكرية والمزارب المائية و قوارب الصيد بمسافة تقدر ب150 متر؛
- يجب على كل ممارس الصيد تحت الماء وضع علامة على موقعه عن طريق عوامة (إشارة واضحة) لا يجب أن يبتعد منها أكثر من 25 متراً. كما يجب على أي قارب أو سفينة الابتعاد عن هذه الإشارة ب 150 متر؛
5- من أجل الحصول على رخصة الصيد الترفيهي تحت الماء ينبغي:
1- يجب أن يكون الطرف المعني في السادسة عشرة من عمره وقت تقديم الطلب
2- يجب أن يحصل القاصرون على إذن من الشخص الذي لديه سلطة أبوية أو وصاية
3- حيازة تأمين ضد الحوادث والمسؤوليات المدنية، والتي يمكن أن تغطي أي نوع من الحوادث التي قد تحدث أثناء الممارسة الصيد البحري الترفيهي تحت الماء
4- شهادة طبية تثبت التمتع بالشروط الصحية الجسدية اللازمة ليكون الممارس قادر على ممارسة الصيد الترفيهي بالتنفس الطبيعي (حبس النفس) وخلوه من الأمراض التي تعيق ذلك

- 5- التزام يقر فيه الممارس للصيد الترفيهي الامتثال لمتطلبات ممارسة الأنشطة تحت الماء، التي تقرها وزارة الصيد البحري و الجهات المعنية
- 6- التكوين في الغوص الحر و التكوين في قوانين الصيد من طرف هيئات تمثل الصيد الترفيهي طلب إعفاء ممارس الصيد تحت الماء من أداء الرسوم الجمركية المنصوص عليها في الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 255.73.1 و المحددة في 251 درهم حيث أن هذا الصيد هو صيد ترفيهي وليس تجاري
- يسلم ممارس هواية الترفيهي رخصة الصيد لأقرب نقطة مراقبة الساحل قبل مزاوله الصيد الترفيهي وعند الانتهاء يذهب لنفس النقطة لاستلامها
- 6- يجب أن يمك المسفيد من رخصة الصيد الترفيهي بواسطة سفينة، يومية للصيد ويقوم بالتصاريح بالمصطادات، على أن لا يتجاوز 48 ساعة الموالية لتاريخ تفريغ المصطادات يصرح أو يجعل ممثله يصرح وفق الشروط وحسب الكيفيات المحددة بنص تنظيمي، بالصيد الذي قام به ويستثنى من ذلك الصيد انطلاقا من الشاطئ لاستحالة القيام بذلك
- 7- إذا مورس الصيد الترفيهي بواسطة سفينة من قبل منظم أيام الصيد لفائدة شخص أو أكثر فان كل فرد يدلي برخصة الصيد الخاصة به المنصوص عليها في المادة 5 أعلاه عندما يمارس الصيد الترفيهي من طرف منظم مسابقة للصيد لفائدة شخص ذاتي أو عدة أشخاص ذاتيين، يسمى بصيد النزهة تسلم لائحة المتسابقين أو الممارسين إلى السلطات المختصة. وتشير هذه لائحة إلى العدد الأقصى للصيادين الذين يمكنهم الصيد في وقت واحد، وتحدد اللجنة المنظمة كمية المصطادات المسموح بها وتاريخ أو التواريخ المسموح فيها بالصيد. ويقوم المنظم بتسليم نسخة من رخصة الصيد للسلطات المختصة لكل مشارك، والتصريح بالمصطادات وفق الكيفيات المحددة بنص تنظيمي يتنسق مع هيئة الصيد الرياضي الترفيهي
- 8- الصيد الترفيهي هو صيد رياضي من أجل الاستمتاع والنزهة في قاع البحر انطلاقا من الشاطئ
- يمارس الصيد الترفيهي بتسليم رخصة الصيد لأقرب نقطة مراقبة مع احترام الراحة البيولوجية للأسماك والعدد المسموح به ووسم الأسماك المصطادة بدون التصريح للممارس انطلاقا من الشاطئ لاستحالة القيام بذلك
- يجب أن يتم تسليم رخص الصيد فقط للمنضويين تحت لواء الجمعيات أو الاتحاد وذلك من أجل تمكينهم من تكوين في الصيد ورياضة حبس النفس وقوانين الصيد الترفيهي
- 9- يمكن اتخاذ القرارات تخص الصيد الترفيهي باستشارة ممثلي الصيد الترفيهي بالمغرب
- 10- يمكن لممثلي الصيد الترفيهي بالمغرب المساهمة في إعداد دراسات مع المعهد الوطني للبحث في الصيد البحري وكذا الاستشارة مع وزارة الصيد قبل اتخاذ أي قرارات تخص الصيد الترفيهي.
- 11- الصيد الترفيهي لا يهدف لبيع الأسماك أو تخزينها
- يمكن لممارس الصيد الترفيهي اصطياد نفس الأصناف المرخص بصيدها للصيد التجاري
- 12- الفصل 33 لا يجب أن يشمل الصيد الترفيهي بتاتا
- 13- يعاقب بغرامة تتراوح بين 500 إلى 5000 درهم كل من ثبتت ممارسته للصيد الترفيهي بدون رخصة الصيد يعاقب بغرامة تتراوح بين 500 إلى 1000 درهم كل شخص يمارس الصيد

- تنص القوانين المعمول بها صراحة على اختصاصات قطاع الصيد البحري ويجب علينا الامتثال لها كما أن هذه الإدارة منفتحة للتشاور مع المهنيين.

- اعتبارا للاختصاصات المخولة لقطاع الصيد البحري و المنصوص عليها في المرسوم رقم 2.15.890 الصادر في 24 مارس 2016 فإن هذه الإدارة ملزمة باحترام المقتضيات المتضمنة في هذا المرسوم و النصوص التشريعية و التنظيمية الجاري بها العمل في هذا المجال.

- دور الغرامات يتجلى في ردع وزجر كل تجاوز للقانون وبالتالي فإن المحافظة على الثروة

<p>السومية لن تتحقق إذا استثنينا الصيد الترفيهي.</p> <p>- دور الغرامات يتجلى في ردع وزجر كل تجاوز للقانون وبالتالي فإن المحافظة على الثروة السمكية لن تتحقق إذا استثنينا الصيد الترفيهي.</p>	<p>الترفيهي ولا يحترم القوانين المنظمة للصيد البحري</p> <ul style="list-style-type: none"> - تسحب رخصة الصيد لمدة 3 أشهر إذا تكررت المخالفة من نفس الشخص - سحب الرخصة لمدة عام من كل من تكررت المخالفة في حقه ثلاث مرات - تسحب الرخصة 3 سنوات إذا ثبت استخدامها لأغراض أخرى غير الصيد الترفيهي³ <p>الاسم: يونس البغديدي/ العنوان : الفندق شارع 09 ابريل زنقة ازالا-الاتحاد المغربي للصيد تحت الماء أعاد اقتراح ماسبق وأضاف :</p> <p>IIيعاقب بغير امة تتراوح بين 100 إلى 500 درهم كل شخص يمارس الصيد الترفيهي بواسطة سفينة لا يقوم بوسم الأصناف فور اصطليادها وفق الكيفية المنصوص عليها، لا يجب أن يشمل باقي البنود الفصل 2-35 الصيد الترفيهي⁴</p>
	<p>الاسم : جمعية بوزنيقة للبيئة والصيد الرياضي / العنوان : 835 حي الرياض. 13100. بوزنيقة</p> <p>الاسم : العراضي محمد/ العنوان : california immeuble residence kenitra452 B appartement 14 avenue Mohammed V</p> <p>الاسم : الامراني عادل من الجمعية ..المغربية للصيد بالقصبة / العنوان : 271 زنقة ابوزايد الداوسي المعاريف</p> <p>الاسم : جمعيه اطلانتيك لصيد رئيس الجمعية البرهمي وديع / العنوان : 36 زنقه تابت محمد</p> <p>الاسم :الفرجي رشيد رئيس نادي ابي رقرق للصيد الرياضي / العنوان : مقر النادي بقرب واد ابي رقرق. سلا</p> <p>الاسم : / Association Team Surfcasting Maroc Otman ESSAID</p> <p>العنوان : Maison des jeune al arabi Mohammedia</p> <p>الاسم :رئيس نادي المحمدية للصيد الرياضي/ العنوان : دار الشباب ابن خلدون المحمدية</p> <p>الاسم : benimah ممارس رياضة الصيد بالقصبة / العنوان : lot dar albahrilm f8 appt 2 mouhitlaayayda sale</p> <p>الاسم : سعيد افجرين ممارس رياضة الصيد بالقصبة ومن جمعية منار دماله للصيد بالقصبة و البيئة / العنوان :</p> <p>الاسم : جمعية منار دكالة للصيد بالقصبة والبيئة / العنوان : دار الشباب حمان الفطواكي الجديدة</p> <p>الاسم : سحنون حميد ممارس رياضة الصيد بالقصبة / العنوان : 375 زنقة المنفلوطي، تجزئة القدس الجديدة</p>

<p>ممارسة حقوق الصيد هي بمثابة جهد صيد على موارد الثروة السمكية البحرية، فأى منطقة صيد لا يمكنها تحمل مجهود صيد معين يفوق طاقتها، حيث يؤثر ذلك على قدرة تجديد هذه الثروة، لذلك لا بد للإدارة المختصة من تنظيم أي نوع من الصيد بما في ذلك الترفيهي على الأرجل و الحصول على البيانات العلمية و الإحصائيات التي تتعلق بالأشخاص الذين يمارسون الصيد بدون سفينة. علاوة على ذلك، فإن منظمة الأغذية والزراعة (الفاو) تلزمنا بإرسال هذه البيانات . ومن أجل المحافظة على التنوع البيولوجي وحماية البيئة والموارد السمكية البحرية، يخضع الصيد الترفيهي بدون سفينة، أي وقفا على الأرجل أو بواسطة الصنارة أو بالسباحة أو بالغوص انطلاقا من الساحل، للنصوص التنظيمية والقانونية الجاري بها العمل في الصيد البحري.</p> <p>- دور الغرامات يتجلى في ردع وزجر كل تجاوز للقانون وبالتالي فإن المحافظة على الثروة السمكية لن تتحقق إذا استثنينا الصيد الترفيهي.</p>	<p>الاسم : الفتحاوي كريم / العنوان : شارع خالد ابن الوليد رقم7</p> <p>نتقدم بجزيل الشكر على المجهودات التي تقومون بها لتنظيم و تقنين وهيكلة الصيد البحري. ونشتمن عاليا جهودكم للحفاظ على الثروة السمكية ببلادنا و من ثم الحفاظ على البيئة. غير أنه نأسف على إدراجكم الصيد على الأرجل في مشروع القانون الذي تقدمتم به، لكون الصيد الرياضي الشاطئي لا يضر في أي حال من الأحوال لا بالبيئة ولا بالثروة السمكية. وعلى العكس فإن جميع الجمعيات الممارسة لهذه الرياضة تحرص كل الحرص على البيئة الشاطئية والثروة السمكية وذلك بنهج القوانين المعمول بها دوليا من طرف الفدرالية الدولية للصيد الرياضي FIPS والكونفدرالية الدولية للصيد الرياضي CIPS وكذا نهج الصيد الرحيم NO KILL وفي المقابل لم نلاحظ في مشروع هذا القانون أي تشديد أو تضيق. لا بالغرامات المادية أو الحبسية على سفن أو مراكب الصيد التي تستعمل الشباك لصيد الأسماك من مسافة قريبة جدا من الشاطئ، لذلك نطلب منكم إضافة بنود تنطبق إلى هذا الأمر أي بتشديد العقوبات على من يحاول وضع الشباك بمحاذاة الشواطئ (يجب إبعاد الشباك بمسافة لا تقل عن 1000 متر عن الشاطئ) حفاظا على البيئة الشاطئية. وللمزيد من التوضيح سيدي فإن جمعيات الصيد الرياضي تحاول جاهدة تطوير هذه الرياضة، وتكوين رياضيين مغاربة يناقسون في المحافل الدولية، وكما لا يخفى على أحد فإن هذه الرياضة جالبة ومحرك للساحة الأجنبية والداخلية بفضل المسابقات الدولية والوطنية المنظمة من طرف العديد من الجمعيات على امتداد ربوع المملكة. وفي الأخير تقبلوا سيدي فائق التقدير والاحترام</p>
<p>تحت الماء - تطوان</p> <p>الاسم: Abdellah / العنوان : Tétouan-kwilma</p> <p>الإسم : Hamza / العنوان : Reuthafa 37 tanger من هواة الغوص الحر</p> <p>والرياضة المائية المرخصين بطنجة</p> <p>الاسم : بن عمر إسماعيل / العنوان : الدار البيضاء فاعل جمعي و رئيس جمعية</p> <p>أصدقاء البحر للصيد الرياضي تحت الماء و حماية البيئة بالدار البيضاء و الكاتب العام</p> <p>للإتحاد المغربي للصيد الرياضي تحت الماء و المحافظة على البيئة</p>	<p>الاسم : عثمان بويوسف / العنوان : تطوان - رئيس جمعية نجوم البحر للصيد الرياضي</p>
<p>- بعد نشر مشروع القانون في بوابة الأمانة العامة للحكومة توصل قطاع الصيد البحري بالعديد من الملاحظات وقد تمت دراستها، وأي ملاحظة مهمة ذات الصلة ستؤخذ بعين الاعتبار.</p> <p>- وللإشارة كذلك فإن الظهير الشريف رقم 1.97.88 بتنفيذ القانون رقم 4.97 المتعلق بالنظام الأساسي لغرف الصيد البحري ينص على ضرورة استشارة غرف الصيد البحري في الأنظمة المتعلقة بالصيد البحري من طرف الإدارة.</p> <p>- من أجل المحافظة على الموارد البحرية وفي إطار التسيير الرشيد والعقلاني وللحصول على إحصائيات موثوقة وتتبع فعال، من الضروري إصدار تراخيص الصيد مع تحديد منطقة الصيد.</p> <p>- ينص مشروع هذا القانون على أن ممارسة الصيد الترفيهي تتطلب الحصول على ترخيص</p>	<p>تحية طيبة وبعد، يطيب لي باعتباري رئيسا لجمعية للصيد الرياضي تحت الماء بمدينة تطوان أن أدلي بتعليقي حول مشروع القانون المتعلق بتنظيم الصيد البحري، لاسيما البنود المرتبطة بالصيد الترفيهي. أجمل الملاحظات والمقترحات في النقاط التالية:</p> <p>1- نأسف لعدم إشراك الفاعلين الأساسيين في المجال قصد الإعداد لقانون ينصف الجميع، علما أننا تراكمت سنوات من التجربة في مجال الصيد الرياضي تحت الماء ونحن على دراية بكل الإكراهات المرتبطة بممارسة هذه الهواية/الرياضة؛</p> <p>2- نقترح أن تكون رخصة الصيد الترفيهي صالحة في كل المياه البحرية للمملكة على غرار رخصة السياقة التي لا تقتصر على منطقة دون أخرى. فلو افترضنا أن أحد هواة الصيد الرياضي سافر من مدينة إلى أخرى فإنه مجبر على استخراج رخصة الصيد خاصة بالمنطقة التي يتواجد بها، وهذه مشقة يمكن تجنبها بجعل الرخصة صالحة في كافة ربوع المملكة؛</p>

3- جعل الرخصة مجانية بالفعل إذ إنها غير ذلك، فممارسي هذه الرياضة مجبرين بتأدية واجب الجمارك و مقداره 251 درهما؛

4- إعادة النظر في عدد القطع المسموح بصيدها؛

5- الاقتصار على فترات الراحة البيولوجية لبعض الأسماك وكذا احترام المزارع البحرية وعدم ترك الأمر لمزاجية المندوبيات الإقليمية للصيد البحري؛

6- تبسيط عملية مراقبة القطع المصطادة في عين المكان وعدم تحميل الممارس لمشقة الانتقال إلى مندوبية الصيد قصد التصريح بذلك؛

7- العمل على اعتبار الصيد تحت الماء رياضة (على غرار العديد من الدول) ينبغي أن تكون تحت وصاية وزارة الشباب والرياضة والدفع لتأسيس جامعة ملكية مغربية تعنى بهذه الرياضة حتى يفتح المجال للعديد من الأبطال الذين تزخر بهم الجمعيات التي تعنى بهذا النوع من الرياضة قصد تمثيل المغرب في المحافل الدولية؛

8- التخفيف من العقوبات المقترحة في مشروع القانون حيث أنها جد مبالغ فيها بالنسبة لصيد ترفيهي . وجدير بالذكر أننا في الجمعيات نعمل على التوعية والتحسيس بضرورة احترام القوانين الجاري بها العمل، ونساهم في مختلف الأنشطة التي تحافظ على البيئة عموما والبيئة البحرية بشكل خاص. كما أكدنا في قوانيننا الداخلية على عقوبات تصل حد الفصل من الجمعية في حق كل من يخالف التشريعات والقوانين المعمول بها في هذا الصدد. سنعمل على موافاتكم بمراسلة في الموضوع تحت لواء الاتحاد المغربي

الاسم : يونس واكريمي / العنوان : Bloc 5 N 337 quartier wifaqagadir كاتب عام جمعية محبي البحر للصيد تحت الماء والمحافظة على البيئة

الاسم : Youssef Moussaoui / العنوان : Rue 349 amsernat ,agadir

الاسم : Adam msaidi / العنوان : Av Hassan 1 Rue Al Mabarrah n 12 Tanger

الاسم : Bilal sabri / العنوان : شارع علال بن عبد الله طنجة

الاسم : عمر القيسوني / العنوان : حي تيلبلا رقم 948 تيكوين اكادير عضو جمعية محبي البحر لصيد تحت الماء والمحافظة على البيئة بمدينة اكادير

الاسم : يونس المرابط / العنوان : تطوان

الاسم : SABER DRISS / العنوان : Marrakech

الاسم : Omar Abouricha عضو بجمعية نادي الغوص و الرياضات البحرية بمدينة طنجة / العنوان : Boulevard du lido villa saidaanfa Supérieur casablanca

الاسم : Ali ben rahmoun / العنوان : Casablanca

الاسم : Mohamed al bachere / العنوان : حي العراصي زنقة حصاد رقم 19 الناظور

بالصيد الترفيهي بدون سفينة تسلمه السلطة المختصة مجانا .

- ينص الفصل الخامس من مشروع هذا القانون على شروط ممارسة الصيد الترفيهي الذي يتم بواسطة سفينة أو بدونها.

- يشير مشروع القانون إلى نصوص تطبيقية تحدد الشروط التقنية والكيفيات المتعلقة، لا سيما، بالتصريح بالمصطادات وعدد أو كمية الأصناف التي سيتم اصطيادها والأصناف الممنوعة من الصيد وفترات الصيد وغيرها وعند إعداد هذه النصوص التطبيقية، سيتم الأخذ بعين الاعتبار بكل ملاحظة مهمة في هذا المجال .

- طبقا لاختصاصات المخولة لقطاع الصيد البحري فإن جميع الأنشطة المتعلقة بالصيد التجاري أو الترفيهي يدخل ضمن صلاحياتها.

- دور الغرامات يتجلى في ردع وزجر كل تجاوز للقانون وبالتالي فإن المحافظة على الثروة السمكية لن تتحقق إذا استثنينا الصيد الترفيهي.

الإسم : رشيد بن العين / العنوان : مجمع 18 رقم 52 شارع الكرم بنسرگاواكادير
الاسم : الحسين القيسوني عضو بجمعية محبي البحر للصيد تحت الماء والمحافظة على
البيئة مدينة اكادير / العنوان : اكادير
الاسم : الإسم : قيوح عبد الحكيم عضو بجمعية محبي البحر للصيد تحت الماء
والمحافظة على البيئة مدينة اكادير / العنوان : اكادير
الاسم : عثمان ابلاغرنيس جمعية محبي البحر للصيد تحت الماء والمحافظة على البيئة
مدينة اكادير / العنوان : اكادير
الاسم: Mdiq / العنوان / Mohamed el hagouz
الاسم : عبدالله بنجدي / العنوان : Sale tabrikt 4 aprt11
الاسم: Yassier / العنوان : Temara
الاسم: messari Monir / العنوان : Uk
الاسم : يونس البغديدي / العنوان : الفينديق شارع 09 ابريل زنق ازلا
الاسم : كريم أولاد لمقس / العنوان : أكادير عضو بجمعية محبي البحر للصيد تحت الماء
والمحافظة على البيئة, مدينة اكادير
الاسم: Mohamed / العنوان : branes 2 tanger
الاسم: SaidMikdad / العنوان : Tanger47
الاسم: Rachid Hazzat / العنوان : جمعية ماربيل للصيد الترفيهي والمحافظة على
البيئة -TANGER Tanja balia Rue 15 N°8
الاسم : أسامة / العنوان : حي النصر، طنجة جمعية ماربيل للصيد الترفيهي والمحافظة
على البيئة

- دور الغرامات يتجلى في ردع وزجر كل تجاوز للقانون وبالتالي فإن المحافظة على الثروة السمكية لن تتحقق إذا استثنينا الصيد الترفيهي.

- للإشارة فإن الرسم المتمثل في مبلغ 250 درهم منصوص عليه في المرسوم رقم 2.61.227 الصادر في 22 صفر 1382 (25 يوليوز 1962) بتنظيم الصيد البحري بالسباحة المدعو، الصيد البحري العميق، بالمياه البحرية المغربية.
ممارسة حقوق الصيد هي بمثابة جهد صيد على موارد الثروة السمكية البحرية، فأى منطقة صيد لا يمكنها تحمل مجهود صيد معين، حيث يؤثر ذلك على قدرة تجديد هذه الثروة، لذلك لا بد

يشرفنا أن نعلق لي سادتكم على مشروع قانون المتعلق بالصيد الترفيهي. بالنسبة للمشروع القانون أعلاه أرفض رفضا تاما العقوبات المنصوص عليها في الفصل 33 و38⁶ واقترح تعديلها بمعاينة تأديبية مثلا منع الغطاس من مزاوله هوايته أو رياضته لمدة تتراوح بين شهر إلى ثلاث أشهر وغرامة مالية بين 100 درهم حتى 500 درهم. وإذا كرر المخالف هذا الأمر ثلاث مرات تسحب منه الرخصة ويمنع من الصيد لمدة سنة لتكون بمثابة أقصى عقوبة قد يتلقاها مزاول الصيد الترفيهي. وعلى الغطاس أيضا الامتنال لباقي الفصول. تبقى هذه هواية ورياضة قبل أي شيء.
ومن أهم المطالب التي يجب التركيز عليها هو إلغاء الرسوم الجمركية التي تتمثل في مبلغ 251 درهم تدفع عن كل رخصة صيد تحت الماء خصوصا وأن هذا النشاط يعتبر حسب كل القوانين السابقة والقادمة صيد ترفيهي وليس تجاري أما إذا أحدثت مادة تسمح بالصيد التجاري بالرمح فلا بأس بالخضوع لهذا الرسم. وهناك نقطة أريد الإشارة إليها، هو أن هذا القانون لا يميز بين الصيد الترفيهي تحت الماء أو بالقصبة، وانه قام بتصنيف هذه الرياضة على أنه نشاط كباقي أنواع الصيد وليس رياضة. حيث سنسري العقوبات

<p>للإدارة المختصة من تنظيم أي نوع من الصيد بما في ذلك الترفيهي على الأرجل و الحصول على البيانات العلمية و الإحصائيات التي تتعلق بالأشخاص الذين يمارسون الصيد بدون سفينة. علاوة على ذلك، فإن منظمة الأغذية والزراعة (الفاو) تلزمنا بإرسال هذه البيانات . ومن أجل المحافظة على التنوع البيولوجي وحماية البيئة والموارد السمكية البحرية، يخضع الصيد الترفيهي بدون سفينة، أي وقفا على الأرجل أو بواسطة الصنارة أو بالسباحة أو بالغوص انطلاقا من الساحل، للنصوص التنظيمية والقانونية الجاري بها العمل في الصيد البحري. من أجل المحافظة على الموارد البحرية وفي إطار التسيير الرشيد والعقلاني وللحصول على إحصائيات موثوقة وتتبع فعال، من الضروري إصدار تراخيص الصيد مع تحديد منطقة الصيد</p>	<p>على جميع أنشطة الصيد الترفيهي بدون تمييز. الاختلاف سيكون فقط في الشروط المنصوص عليها في رخصة الصيد لكل نشاط على حدة. كما جاء فالنص المشار إليه (كل شخص يمارس الصيد الترفيهي ولا يحترم البيانات الواردة في اذن الصيد الترفيهي. وكذلك بنود تعميم رخصة الصيد لكي تكون صالحة في جميع جهات المملكة لتشجيع السياحة الداخلية مما سيعرف بمناطق سياحية جاذبة ومستقطبة للسياحة الخارجية الممارسة لهاته الرياضة أتمن بأن تأخذ ملاحظاتي بكامل الجدية.</p>
<p>يجب تحديد البنود التي تعارضونها وتعليل ذلك مع تقديم اقتراحاتكم بصددھا.</p>	<p>الاسم : يحي بولعشوي ممارس لهواية الصيد بالقصبة ومنخرط في جمعية رمال وجدة/ العنوان : زنقة 15 رقم 26 وجدة الاسم : عز الدين بو عقديم كاتب عام لجمعية رمال وجدة للصيد بالقصبة الرامية / العنوان : وجدة الاسم : Iyamani souhaile رئيس جمعية لهواة الصيد بالقصبة / العنوان : oujda الاسم : فوكاني عبد الصمد / العنوان : Sidi yahya n 15 oujda الاسم : jabri yousef / العنوان : b15 n 13 oujda el fath lazaret الاسم : أنس القاسمي / العنوان : مغوغة الصغيرة، طنجة</p> <p>أعارض وبشدة بعض بنود هذا القانون الذي يمس حرية هواة الصيد بالقصبة كما أرجو من سيادتكم إعادة النظر في هذه البنود أو سحبها بصفة نهائية مع مراعاة حقنا في ممارسة هذه الرياضة في أي وقت مع التزامنا بالقوانين المشروعة التي تحمي حقنا وكرامتنا. وتقبلوا منا فائق الاحترام والتقدير .</p>
<p>صيد المرجان الأحمر منظم بمرسوم رقم 2.40.26 الصادر بتاريخ 17 يناير 2005 الذي يحدد شروط وكيفيات صيده.</p>	<p>الاسم : Reda ben zayd / العنوان : طنجة حومة شوك زنقة 13</p> <p>نطالب بتعويض مادي يصل إلى 20000 درهم لكل فرد عن الرخصة لعام 2020 وذلك نظرا لمنع ممارسة نشاطنا وشكرا.</p>
<p>صيد المرجان الأحمر منظم بمرسوم رقم 2.40.26 الصادر بتاريخ 17 يناير 2005 الذي يحدد شروط وكيفيات صيده.</p>	<p>الاسم : عمر مصباحي / العنوان : 13 زنقة رحال بن أحمد حي البوغاز طنجة</p> <p>ماذا عن صيد المرجان الأحمر ولما لا تخصص رخص شخصية سنوية كباقي الدول المتقدمة لتحسين ظروف عيش الغطاس .</p>
<p>صيد المرجان الأحمر منظم بمرسوم رقم 2.40.26 الصادر بتاريخ 17 يناير 2005 الذي يحدد شروط وكيفيات صيده.</p>	<p>الاسم : فريد العلمي / العنوان : شارع السيد قطب إقامة تدغين شقة 13 طنجة عصابة الشمال للصيد الرياضي الشاطني</p>

	<p>الاسم : بولبلح المهدي / العنوان : رقم 31 الزنقة 15 بئر الرامي الغربية القنيطرة الاسم : اتحاد جمعيات رياضة الصيد بالقصبة بالأقاليم الجنوبية الاسم : هيآت الصيد الرياضي الشاطئي بالقصبة / عصب اتحادات وجمعيات</p>
<p>يجب الإشارة إلى:</p> <p>- أنه من أجل المحافظة على التنوع البيولوجي والأنظمة الإيكولوجية البحرية، والاستغلال المستدام والمعقل للمخزون البحري، وتدبير المصايد، ينص المرسوم رقم 2.18.722 المتعلق بمخططات تهيئة وتدبير المصايد على إجراء أو إجراءات التهيئة والتدبير والمحافظة لا سيما الفترة أو الفترات التي يمنع فيها الصيد حسب الأصناف ومنطقة أو مناطق الصيد المرخص أو الممنوع فيها الصيد حسب الحالة، إلى إلخ.</p> <p>- أنه يمكن الترخيص بصفة استثنائية، وفق الشروط والكيفيات المحددة بنص تنظيمي، بالصيد الترفيهي الذي يهتم بعض الأصناف التي لا يمكن اصطيادها إلا خلال الفترة الليلية.</p> <p>من أجل المحافظة على التنوع البيولوجي وحماية البيئة والموارد السمكية البحرية، يخضع الصيد الترفيهي بدون سفينة، أي وقفا على الأرجل أو بواسطة الصنارة أو بالسباحة أو بالغوص انطلاقا من الساحل، للنصوص التنظيمية والقانونية الجاري بها العمل في الصيد البحري:</p> <p>- يحدد القرار رقم 1154.88، كما وقع تغييره وتتميمه، الحجم التجاري الأدنى لأصناف الأسماك المصطادة في المياه البحرية المغربية. وتخضع مصطادات الصيد الترفيهي كما هو شأن مصطادات الصيد التجاري لأحكام هذا القرار فيما يتعلق بالحجم التجاري الأدنى لأصناف الأسماك المصطادة. ويحدد هذا الحجم التجاري بناء على دراسات علمية.</p>	<p>ما أثار انتباهنا في بعض البنود المتعلقة بالصيد الترفيهي والرياضي. والذي يعيننا بشكل مباشر. والتي يجب إعادة النظر فيها. مثلا بالفصل الخامس، يجب أن يمارس الصيد الترفيهي حصريا بين طلوع الشمس وغروبها، إما بالليل يجب الحصول على رخصة استثنائية وفق الشروط والكيفيات إلى آخره. مع العلم أن الرخصة الحالية نمارس بها الصيد ليلا ونهارا وكذلك في نفس الفصل. يخضع الصيد الترفيهي للأحكام التي يخضع لها الصيد التجاري في ما يتعلق بالحد الأدنى لحجم الأصناف المصطادة. نحن دائما في أنشطتنا الرياضية والترفيهية الرسمية، والمسابقات. نعتد القانون الدولي للجامعة الدولية للصيد الرياضي، والذي ينص على أحجام الأسماك المسموح بها، وكل صنف على حدا كما ضروري من أن يتوفر كل مشارك على دلو خاص به للحفاظ على حياة الأسماك. إلى حين أخذ قياسها من قبل الحكم، ثم نرجعها إلى البحر ... أما بالنسبة للمعدات، لا يسمح باستعمال أكثر من قصبيتين لكل مشارك، لا تتجاوز ثلاث صنارات للقصبة .. وهذا معمول به بجميع الدول التي تمارس الصيد الرياضي الترفيهي بالقصبة.</p>
	<p>الاسم : جمعيات الصيد الرياضي بجهة الوسط الاسم : اتحاد جمعيات رياضة الصيد بالقصبة بالأقاليم الجنوبية الاسم : من جمعية رمال وجدة للصيد بالقصبة بتنسيق مع جمعية بني يزناسن لهواة الصيد بالقصبة وجمعية مارتشكا لرياضة الصيد بالقصبة والبيئة الاسم : نبيل حبيب الله/ العنوان : 69 المنطقة 1 حي المنار الجديدة رئيس الجامعة المغربية للصيد الرياضي الاسم : ممارس للغطس و الصيد الترفيهي بالقصبة / العنوان : Maroc الاسم : صبري الحسن / العنوان : أكادير أورير الاسم : Mourabit Radouane / العنوان : تجزنة برج واوللوت بركان الاسم : Oumiel Kamal / العنوان :</p>
<p>- بعد نشر مشروع القانون في بوابة الأمانة العامة للحكومة توصل قطاع الصيد البحري بالعديد من الملاحظات وقد تمت دراستها، وأية ملاحظة مهمة ذات الصلة ستأخذ بعين الاعتبار.</p> <p>- وللإشارة كذلك فإن الظهير الشريف رقم 1.97.88 بتنفيذ القانون رقم 04.97 المتعلق بالنظام</p>	<p>الموضوع: طلب مناقشة وإضافة بنود في قانون الصيد المزمع إصداره في هذه الأسابيع مشروع قانون كنا نتطلع له نحن جمعيات الصيد الرياضي بجهة الوسط وذلك من أجل الحد من المشاكل والصعوبات التي تواجه مجال الصيد بالقصبة ببلادنا خصوصا وأن هذا النشاط أصبح يعرف إقبالا واسعا.</p>

لكن بعد قراءتنا لمشروع القانون المقترح على رئاسة الحكومة تبين أن هناك العديد من البنود مهمة يمكننا اقتراحها والتي من شأنها أن تساهم في تنظيم هذا المجال وتشجيع السياحة بها وحماية الثروة السمكية. كما نسجل اعتراضنا لعدم إشراك ممارسي الصيد الرياضي بالمغرب المنضويين تحت لواء جمعيات الصيد الرياضي في مناقشة واقتراح بنود في هذا القانون.

وكما نطلب من سيادتكم استدراك هذه الجمعيات في مناقشة هذا القانون وذلك لخبرتهم وتجربتهم في مجال الصيد الرياضي قبل توقيعه من طرف رئاسة الحكومة، وأن نكون طرفا في اقتراح ومناقشة وصياغة بنود هذه الاتفاقية والتي نطمح من خلالها إلى إيجاد حلول وبنود تكون ذات فعالية في حماية ممارسي الصيد الترفيهي وكذا في حماية الثروة السمكية والبيئية البحرية وسلامة ممارسي هذا النشاط وتأطيرهم من خلال برامج ودروس وندوات للتعريف بالبنود المزمع إصدارها في هذا القانون.

الأساسي لغرف الصيد البحري ينص على أن الإدارة ملزمة بالاستشارة مع غرف الصيد البحري في الأنظمة المتعلقة بالصيد البحري.

- يجب الإشارة إلى أن هذا مشروع قانون وليس اتفاقية.

الاسم: جمعية أصدقاء المحيط /العنوان : حي مولاي رشيد الشطر الثاني، زنقة عدن رقم 11 الطابق الأول - العيون

الموضوع : الرضا المطلق للبند الخاص بترخيص الصيد الترفيهي

يؤسفنا السيد رئيس الحكومة المحترم أن نبغكم امتعاضنا الشديد وأسفنا العميق تجاه مشروع هذا القانون والذي تسعى من خلاله الوزارة من خلاله إلى مواكبة التطورات التي يشهدها مجال الصيد البحري والغير المصرح به وغير المنظم.

في هذا الإطار نذكر كما لسيد رئيس الحكومة المحترم بأن عشرات الآلاف من هواة الصيد بالقصبة والصيد الترفيهي منضويين تحت لواء جمعيات محلية و جهوية وأخرى وطنية والتي ساهمت بشكل كبير في تنظيم مجال الصيد بالقصبة الرامية بالسواحل الشاطئية من خلال مجموعة من الأنشطة الرياضية والورشات التكوينية والمسابقات الرياضية محلية و جهوية وكذلك دولية والتي ساهمت في إنعاش السياحة الداخلية والتعريف الإيكولوجي والبيئي للسواحل الشاطئية لمجموع التراب الوطني.

كما لا يفوتنا السيد رئيس الحكومة المحترم كذلك أن نثير اهتمامكم بأن هذه الرياضة فتحت أفقا مستقبلية لمجموعة لا يستهان بها من مختلف الفئات العمرية من خلال مزاوله أنشطة موازية للصيد الترفيهي بالقصبة الرامية وإحداث مناصب شغل قارة من خلال خلق دكاكين ونقط لبيع معدات ومستلزمات الصيد الترفيهي بالقصبة الرامية.

ولهذه الأسباب وبناء على ما تقدمنا به من شروحات نطالبكم السيد رئيس الحكومة المحترم مراجعة بنود هذا المشروع ولاسيما المتعلقة بالصيد الترفيهي وحذف جميع البنود الرامية إلى تقنين هذه الرياضة تقاديا للاحتقان الاجتماعي الذي سيترتب على تطبيق بنود هذا المشروع وتفعيل التدابير المتخذة في هذا الشأن وحرمان مجموعة كبيرة من المواطنين من هواة هذه الرياضة من أبسط الحقوق.

ممارسة حقوق الصيد هي بمثابة جهد صيد على موارد الثروة السمكية البحرية، فأى منطقة صيد لا يمكنها تحمل مجهود صيد معين، حيث يؤثر ذلك على قدرة تجديد هذه الثروة، لذلك لا بد للإدارة المختصة من تنظيم أي نوع من الصيد بما في ذلك الترفيهي على الأرجل و الحصول على البيانات العلمية و الإحصائيات التي تتعلق بالأشخاص الذين يمارسون الصيد بدون سفينة. علاوة على ذلك، فإن منظمة الأغذية والزراعة (الفاو) تلزمنا بإرسال هذه البيانات .

- بناء على أحكام الفصول 33، 33-1، 36 و38 تم التنصيص على أنواع المخالفات وتوسيع قاعدتها وإرفاقها بالعقوبات الصادرة في حال ارتكابها، والتي تتمثل إجمالاً في عقوبة حبسية تتراوح بين ثلاثة أشهر وسنة وفي غرامة مالية بين 5000 و1.000.000,00 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين. غير أن هذه المواد من النص القانوني تقتصر في صياغتها على تحديد مجال العقوبات، دون التطرق بدقة لدرجة خطورة كل مخالف والحكم الذي سيترتب عنها، وهي معطيات توجد بجزء الأعران محرري المحاضر. من هذا المنطق يتعين إدراج ملحق بمشروع القانون لتوضيح الشبكة المفصلة للمخالفات التي على أساسها يتم تحرير محاضر إثبات المخالفات، وذلك لرفع أي لبس من شأنه الحد من فعالية ونجاعة هذه القوانين.

- بالنسبة للفصل 56 والذي ينص على منح مكافآت للأعران محرري المحاضر، للسلطات البحرية المؤهلة لإبرام المصالحة والأعران المنتمون إليها ولكل شخص شارك في البحث عن المخالفات وإثباتها وفي حجز الشباك والأجهزة وأنواع الطعم الممنوعة وحراستها والاحتفاظ بها، وجب الوقوف عند حقيقة عدم تفعيل مقتضياته منذ صدور القانون 1.73.255 المتعلق بتنظيم الصيد البحري سنة 1973. في هذا السياق، تم اقتراح تعديل هذا الفصل، حسب مشروع القانون رقم 75.18، من خلال تحديد شروط توزيع المكافآت المذكورة وتوزيعها باقتراح من كل سلطة حكومية يتبع لها الأعران الذين سبق ذكرهم وذلك وفق مرسوم. فيما يخص هذا التعديل، يتضح أنه من الأنجع تحديد مصدر المواد التي سيتم تعيينها لصراف المكافآت المنصوص عليها وإحالة الأثر الميزانياتي المترتب عنها على أنظار مديرية الميزانية. وعليه، يقترح إعادة صياغة هذا الفصل أو حذفه.

بناء على ما سبق، فإن موافقة مديرية الميزانية على مشروع القانون رقم 75.18 يقضي بتغيير وتتميم الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.73.255 بتاريخ (23 نونبر 1973) المتعلق بتنظيم الصيد البحري تبقى رهينة بالتقيد بالملاحظات المثارة سلفاً.

يجب الإشارة، أنه لا يحق للأعران المحلفين محرري المحاضر تحديد مبلغ الغرامة، لأن هذه المسألة من اختصاص العدالة أو السلطة البحرية المؤهلة لإبرام المصالحة. ويقوم الأعران المحلفون محرري المحاضر فقط بالبحث عن المخالفة ومعاينتها طبقاً للنصوص القانونية الجاري بها العمل. حيث أن الفصل 54 من الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.73.255 بتاريخ 23 نونبر 1973 المتعلق بتنظيم الصيد البحري ينص على أن حق إبرام المصالحة يمارس من قبل السلطة الحكومية المكلفة بالصيد البحري أو من يفوض له، صراحة، هذا الحق. وبخصوص "الشبكة المفصلة" يجب الإشارة إلى أنه لا يمكن تحديد الوضعية الصحيحة بفعالية وكفاءة إلا على أساس دراسة كل حالة على حدة (الأصناف البحرية، الكمية، المعدات، مناطق الصيد، نوع السفينة.....)

الفصل 56 من هذا القانون ينص على أنه :

تمنح والاحتفاظ بها.

وتحدد بمرسوم كيفيات منح المكافآت المذكورة وتوزيعها باقتراح من كل سلطة حكومية تابع لها الأعران المنصوص عليهم في الفصل 43 أعلاه.

يقضي اقتراح قطاع الصيد البحري بتخصيص نسبة مئوية من المبلغ المحصل للغرامة للأعران المحلفين محرري المحاضر الذين عاينوا المخالفة. مبالغ الغرامات والنسبة المئوية ذات الصلة ستكون موضوع المرسوم المذكور في المشروع والذي سيتم دراسته مع المصالح المختصة بوزارة المالية.